



PRÉFET DES COTES-D'ARMOR

Direction  
départementale des  
territoires et de la mer  
des Cotes-d'Armor

Secrétariat général  
Pôle risque-sécurité  
Unité risques et  
nuisances

# Plan de Prévention des Risques Technologiques

autour de l'établissement

Direction  
régionale de  
l'environnement, de  
l'aménagement et du  
logement de Bretagne -  
Unité territoriale des  
Cotes-d'Armor

## TOTALGAZ

Communes de Saint-Hervé et  
L'Hermitage-Lorge (22)

### Note de présentation

Dossier approuvé par Arrêté préfectoral du 27 mars 2014

Vu pour être annexé à l'arrêté Préfectoral

PPRT - TOTALGAZ à Saint-Hervé (22)

1 du : 27 MARS 2014

  
Pierre SOUBELET

# Sommaire

RÉSUMÉ.....	5
INTRODUCTION.....	8
<b>I PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>9</b>
I.1 LA SOCIÉTÉ TOTALGAZ.....	9
I.2 LOCALISATION.....	10
I.3 SITUATION ADMINISTRATIVE.....	10
I.4 ACTIVITÉS ET INSTALLATIONS.....	11
I.5 POTENTIELS DES DANGERS.....	12
I.5.1 Produits.....	12
I.5.2 Activités.....	12
<b>II RISQUES INDUSTRIELS.....</b>	<b>12</b>
II.1 ÉTUDE DE DANGERS (EDD).....	12
II.1.1 Généralités.....	12
II.1.2 Étude de dangers de TOTALGAZ.....	12
II.2 DÉFINITION DU RISQUE.....	13
II.2.1 Phénomènes dangereux.....	13
II.2.2 Probabilité – intensité – cinétique.....	15
II.2.3 Définition du risque.....	17
II.3 GESTION DU RISQUE.....	19
II.3.1 Généralités.....	19
II.3.2 Réduction du risque.....	19
II.3.2.1 A la source.....	19
II.3.2.2 Mesure de maîtrise du risque : MMR.....	20
II.3.2.3 Système de gestion de la sécurité.....	21
II.3.3 Maîtrise de l'urbanisation.....	21
II.3.4 Organisation des secours.....	22
II.3.5 Information du public.....	22
<b>III ÉLABORATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT).....</b>	<b>24</b>
III.1 DÉMARCHE ET PROCÉDURE ADMINISTRATIVE.....	25
III.1.1 Information préalable du CLIC.....	25
III.1.2 Prescription du PPRT.....	26
III.2 ÉTUDES TECHNIQUES.....	26
III.2.1 Aléas.....	27
III.2.2 Enjeux.....	28
III.2.2.1 Urbanisation existante et activités.....	29
III.2.2.2 Établissements recevant du public (ERP).....	29
III.2.2.3 Infrastructures de transports.....	29



III.2.2.4 Usages des espaces publics ouverts.....	29
III.2.2.5 Ouvrages et équipements d'intérêt général.....	29
III.2.2.6 Plan d'occupation des Sols (POS) et plan local d'urbanisme (PLU).....	29
III.2.3 Superposition des aléas et des enjeux.....	30
III.2.4 Zonage brut.....	31
III.2.5 Investigations complémentaires.....	32
III.2.5.1 Vulnérabilité.....	33
III.2.5.2 Estimation foncière :.....	33
III.2.6 Mesures supplémentaires de réduction des risques à la source.....	33
III.3 MODALITÉS D'ASSOCIATION ET DE CONCERTATION.....	34
III.3.1 Concertation.....	34
III.3.2 Association.....	34
III.4 STRATÉGIE.....	36
III.5 ZONAGE RÉGLEMENTAIRE.....	36
III.5.1 Périmètre d'exposition aux risques .....	37
III.5.2 Délimitation des zones réglementaires [Carte 4].....	37
III.5.3 Secteurs d'expropriation ou de délaissement.....	38
III.6 RÈGLEMENT.....	38
III.7 CAHIER DE RECOMMANDATIONS.....	39
<b>IV APPROBATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) .....</b>	<b>40</b>
IV.1 BILAN DE LA CONCERTATION.....	40
IV.2 SYNTHÈSE DES AVIS DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIÉS.....	40
IV.2.1 Société Etablissement TOTALGAZ.....	41
IV.2.2 Mairie de Saint-Hervé.....	42
IV.2.3 Collège « riverains » dans le cadre du CLIC .....	44
IV.2.4 Conseil Général des Côtes d'Armor et collège « collectivités territoriales » dans le cadre du CLIC .....	46
IV.2.5 CLIC .....	47
IV.3 ENQUÊTE PUBLIQUE .....	47
IV.3.1 Déroulement de l'enquête publique.....	47
IV.3.2 Rapport et conclusions du Commissaire Enquêteur.....	50
IV.3.3 Analyse des services instructeurs sur les observations recueillies par le commissaire-enquêteur.....	50
IV.3.4 Analyse des services instructeurs sur les recommandations du commissaire-enquêteur.....	51
IV.3.5 Avis et conclusions des services instructeurs.....	54
<b>LEXIQUE.....</b>	<b>57</b>
<b>ABREVIATIONS.....</b>	<b>60</b>
<b>TEXTES DE RÉFÉRENCE.....</b>	<b>61</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>62</b>





## **Résumé**

L'établissement TOTALGAZ est un établissement classé SEVESO seuil haut et soumis à Autorisation avec Servitudes (AS), en raison de la quantité de gaz inflammable liquéfié (propane) stockée sur son site. La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 a institué un nouvel outil réglementaire concernant la maîtrise de l'urbanisation pour les installations classées AS SEVESO seuil haut : les plans de prévention des risques technologiques (PPRT). Ces PPRT permettent non seulement d'encadrer l'urbanisation future autour de ces établissements, mais également de résoudre les situations difficiles héritées du passé.

Pour l'établissement TOTALGAZ, la procédure d'élaboration du PPRT a débuté le 29 mai 2008 par la signature de l'arrêté préfectoral de prescription. Le périmètre d'étude du PPRT concerne les communes de Saint-Hervé et L'Hermitage-Loge du département des Côtes d'Armor. La procédure s'est poursuivie par une phase d'études techniques réalisée par les services instructeurs dont l'objectif prioritaire était la maîtrise du risque à la source. Après l'examen de plusieurs solutions de maîtrise du risque à la source, un arrêté préfectoral du 4 août 2010 a imposé, entre autres, de limiter la quantité de gaz combustible liquéfié à moins de 200 tonnes sur le site sous un délai de 5 ans. De par cette quantité et à cette échéance de 5 ans, cet établissement ne sera plus classé SEVESO seuil haut. Toutefois, dans l'attente de cette situation, le Ministère en charge des Installations Classées a demandé de poursuivre la procédure d'élaboration du PPRT sur la base de ce tonnage de 200 tonnes.

Dans son étude de dangers du 26 janvier 2011, complétée le 15 février 2012, réalisée sous sa responsabilité, la société TOTALGAZ a justifié que, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible est atteint pour son établissement de Saint-Hervé, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. Une partie de l'étude de dangers a fait l'objet d'une tierce expertise sur la justification de la pertinence du modèle choisi pour la modélisation du scénario BLEVE de la sphère de stockage, des hypothèses de calcul retenues pour cette modélisation et de la confirmation des résultats pour les effets thermiques de cette modélisation.

A partir de l'étude de dangers réalisée par la société TOTALGAZ et des conclusions de la tierce expertise réalisée par la société TECHNIP, les phénomènes dangereux qui ont servi à la qualification et à la quantification de l'aléa selon quatre niveaux allant de Très Fort (TF) à Faible (Fai) ont été sélectionnés.

Ensuite, les enjeux présents dans le périmètre d'étude ainsi que leur vulnérabilité ont été identifiés. Cette étude a permis de conclure que la zone concernée est principalement à vocation industrielle et artisanale comprenant toutefois quelques habitations. Il est également à relever la présence de quelques établissements recevant du public dont une discothèque, ainsi que de tronçons des routes départementales RD 700 et RD 35 et une portion de la voie ferrée reliant Saint-Brieuc à Loudéac.

La superposition des aléas et des enjeux a permis de visualiser l'exposition de la population au risque technologique et d'obtenir le plan de zonage brut. A partir du zonage brut, la phase de stratégie a abouti à fixer les orientations du PPRT en s'appuyant sur les principes de la réglementation, en tenant compte des spécificités locales et en échangeant avec les parties prenantes notamment lors des réunions d'association des personnes et organismes associés, qui se sont tenues les 15 décembre 2009, 12 mars 2010, le 23 novembre 2011 et le 17 décembre 2012 à la mairie de Saint-Hervé, sous la présidence de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Saint-Brieuc ou de son représentant.

Le PPRT comprend cette note de présentation, des documents graphiques, un règlement et un cahier de recommandations. La présente note de présentation vise notamment à expliquer la démarche d'élaboration du PPRT et à justifier le contenu de ce plan. Elle accompagne le règlement ainsi que les cartographies des aléas et du zonage réglementaire. Pour l'établissement du projet de PPRT, les objectifs principaux retenus ont été :

- d'encadrer l'urbanisation future en limitant fortement l'apport de nouvelles populations susceptibles d'être exposées en cas d'accident majeur,
- de proposer des mesures foncières à savoir l'expropriation et le délaissement pour les habitations et les bâtiments d'activité situés en secteurs d'aléas Très fort (TF) et Fort + (F+) permettant ainsi aux responsables d'établissements d'activités et aux propriétaires de ces biens de se soustraire aux zones à risques,
- de prescrire des travaux de protection sur les bâtis existants dans les secteurs d'aléa Moyen + (M+) afin d'assurer la protection des personnes en cas de survenue d'un phénomène dangereux,

Le projet de PPRT a été soumis à l'avis des personnes et organismes entre le 23 avril et le 23 juin 2013. Ce projet a également fait l'objet d'une diffusion auprès du public par la mise à disposition des documents relatifs à l'élaboration du PPRT en mairies de Saint-Hervé et de L'Hermitage-Loge et sur les sites Internet de la Préfecture et de la DREAL Bretagne, ainsi que par l'organisation de réunions publiques. Les avis et observations de l'ensemble des personnes concernées ainsi recueillis permettent de finaliser le projet du PPRT à soumettre à l'enquête publique.

Le projet de PPRT, tel que soumis à enquête publique du 25 juin au 26 juillet 2013, est donc rédigé par les services instructeurs en tenant compte à la fois des principes de la réglementation, des investigations complémentaires, du bilan de la concertation et de la consultation des personnes et organismes associés.

A l'issue de l'enquête publique, le PPRT a été amendé au niveau de son règlement pour tenir compte du trafic ferroviaire touristique, le plan de zonage n'a pas été modifié. Puis, il a été approuvé par arrêté préfectoral et vaut alors servitudes d'utilité publique en application de l'article L.515-23 du code de l'environnement. Il sera porté à la connaissance des maires des communes de Saint-Hervé et de L'Hermitage-Loge en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme. Il sera annexé au plan d'occupation des sols (POS) de Saint-Hervé et au plan local d'urbanisme (PLU) de L'Hermitage-Loge

*Plan de prévention des risques technologiques TOTALGAZ à Saint-Hervé - Note de présentation*  
conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.



## Introduction

La France compte environ 500 000 établissements relevant de la législation des installations classées en fonction de leur activité, de la nature et de la quantité de produits (hydrocarbures, explosifs, engrais, produits toxiques...) stockés ou mis en œuvre. Pour chaque niveau de danger, un régime réglementaire et des contraintes spécifiques s'appliquent à ces établissements.

Les installations qui présentent les dangers les plus forts sont soumises au régime français d'Autorisation avec Servitudes (AS) au titre des installations classées et relèvent également de la directive européenne SEVESO. Elles sont appelées établissement AS SEVESO seuil haut.



La politique de prévention des risques technologiques mobilise différents outils réglementaires et se décline selon quatre volets :

- **Maîtrise des risques à la source**

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une étude de dangers et un Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

La priorité est en effet accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source; la sécurité se jouant d'abord au sein des entreprises. Cependant, un accident majeur étant toujours susceptible de se produire, des mesures complémentaires sont mises en place, visant à réduire l'exposition des populations aux risques. La maîtrise des risques à la source est examinée lors de l'instruction du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation classée, lors des mises à jour quinquennales des études des dangers des établissements Seveso Seuil Haut, ainsi que lors des inspections menées sur les sites industriels par l'inspection des installations classées.

- **Maîtrise de l'urbanisation**

Elle permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux.

La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les plans de prévention des risques technologiques (PPRT), pour les installations AS, SEVESO seuil haut. Ces PPRT doivent non seulement permettre de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS, SEVESO seuil haut existants, mais également de résorber les situations difficiles héritées du passé.

La prise en compte des risques dans l'aménagement est réalisée au travers des documents d'urbanisme et de programmation tels que les schémas de cohérence territoriale (SCoT), les plans locaux d'urbanisme (PLU) ou plan d'occupation des sols (POS), les plans locaux de l'habitat (PLH), ... ainsi que de la gestion individuelle des demandes d'autorisation de construire.

- **Organisation des secours**

De plus, l'exploitant et les pouvoirs publics (État et commune) conçoivent des plans de secours pour permettre de :

- limiter les conséquences d'un accident majeur (plan d'opération interne : POI, plan particulier d'intervention : PPI, plan communal de sauvegarde : PCS) ;
- organiser les secours.

- **Information du public**

Enfin, le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques.

Un Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC), instance de concertation, est mis en place notamment autour des sites présentant des risques majeurs et constitue un lieu de débat et d'échange sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics mais également riverains et salariés). Depuis le décret du 7 février 2012, les comités locaux d'information et de concertation sont voués à être remplacés par les commissions de suivi de site (CSS).

Parallèlement, les préfets et les maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques majeurs existants sur le territoire au travers du dossier départemental des risques majeurs (DDRM) et du document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM).

L'exploitant doit également participer à l'information des populations riveraines, en lien avec la Préfecture, par la publication d'une plaquette d'information sur les risques présentés par son site et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI. Les mairies sont chargées de la diffusion de ces brochures.

Enfin, la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) de biens immobiliers par les vendeurs et bailleurs sur les risques auxquels un bien est soumis et les sinistres qu'il a subis dans le passé.

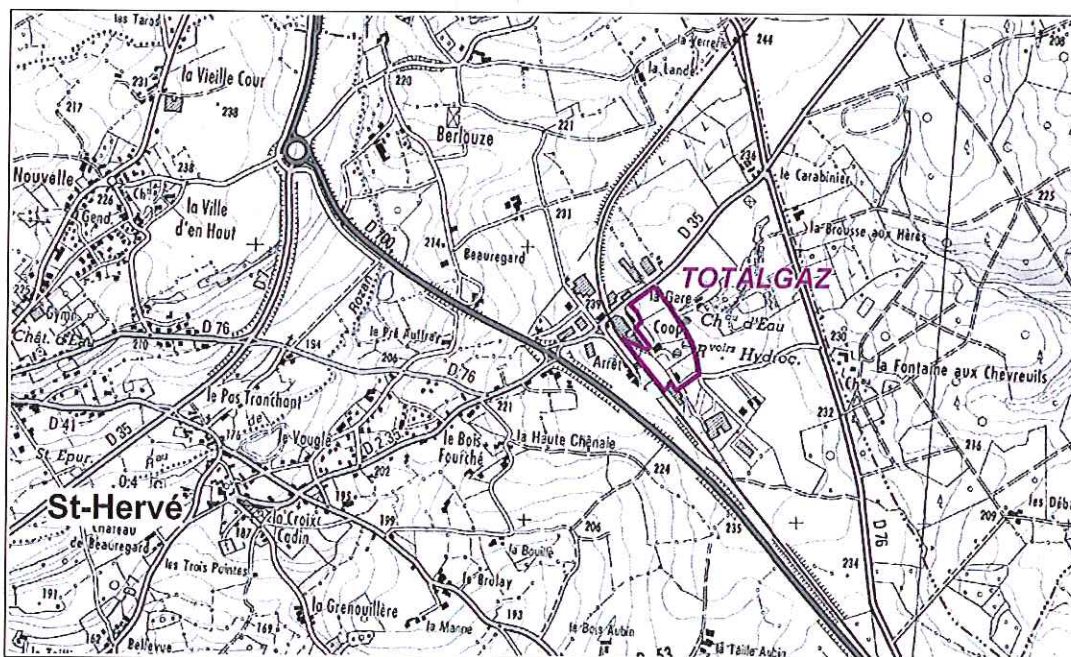
## **I PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### ***I.1 LA SOCIÉTÉ TOTALGAZ***

La société TOTALGAZ exploite un stockage de propane, gaz inflammable liquéfié, sur le territoire de la commune de Saint-Hervé. Compte tenu de cette activité et des installations classées associées, cet établissement est soumis au régime de l'autorisation avec servitudes et relève du seuil haut du classement SEVESO II.



L'autorisation des activités de stockage sur ce site remonte à l'année 1974. L'accès au dépôt se fait depuis une desserte reliée à la route départementale 35 (RD 35), elle-même raccordée à la route départementale 700 (RD 700) située au Sud-Ouest du site.



### ***I.3 SITUATION ADMINISTRATIVE***

10



A la date d'approbation du PPRT, les installations sont soumises au respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants [Annexe 1] :

- arrêté préfectoral du 5 août 2009, arrêté codificatif actant notamment les conclusions de l'étude de dangers pris alors en référence en vue de la prescription du PPRT,
- arrêté préfectoral du 4 août 2010 actant la diminution du tonnage de stockage du site sous le seuil SEVESO seuil haut et la demande d'une nouvelle étude de dangers en adéquation avec ce nouveau tonnage (200 tonnes) à l'échéance août 2015.

Les installations doivent également respecter les prescriptions qui leur sont applicables de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux stockages contenant plus de 50 tonnes de gaz inflammables liquéfiés relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées [Annexe 2].

Les activités de sablage, d'application de peinture, de réépreuve et de stockage de réservoirs de gaz inflammables liquéfiés auparavant exercées sur le site ont été arrêtées. Par ailleurs, le site était desservi par le réseau ferré, d'où des opérations de déchargement de wagons citernes qui ont été également arrêtées avant le lancement de la démarche PPRT.

#### ***1.4 ACTIVITÉS ET INSTALLATIONS***

La société TOTALGAZ exerce à Saint-Hervé une activité de stockage de gaz inflammable liquéfié de type propane dans un réservoir sphérique aérien. Ce réservoir approvisionné par des camions citernes gros porteurs (20 tonnes) alimente à son tour des camions petits porteurs (9 tonnes) qui se dirigent ensuite vers les lieux de livraison. Actuellement, les installations du site sont les suivantes :

- une sphère aérienne de stockage de propane, d'un volume de 2000 m<sup>3</sup> ;
- trois postes de déchargement camions-citernes gros porteurs ;
- deux postes de chargement en libre service de camions-citernes petits porteurs ;
- une pomperie associée à un réseau de canalisations de transfert de propane entre les camions citernes (gros porteurs et petits porteurs) et la sphère ;
- deux aires de stationnement de petits porteurs ;
- des installations pour l'intervention en cas d'incendie composées d'un réseau interne d'eau alimenté par deux réserves aériennes (2200 m<sup>3</sup> et 800 m<sup>3</sup>) et d'un local abritant trois groupes motopompes à démarrage automatique (débit unitaire de 260 m<sup>3</sup> /h sous 10 bar) ;
- un bâtiment administratif comportant les bureaux, l'atelier technique ainsi qu'un magasin de stockage de matériel,

La fréquence des approvisionnements de la sphère est d'une soixantaine de tonnes par jour en moyenne en été et de plus d'une centaine de tonnes par jour en hiver. Le tonnage annuel transitant par le site est d'environ 20 000 tonnes de propane. En 2011 et 2012, respectivement 18 007 tonnes et 17 718 tonnes ont transité par l'établissement correspondant à 883 et 855 camions citernes gros porteurs déchargés, et 2 601 et 2 404 camions citernes petits porteurs pour des livraisons dans les quatre départements bretons. L'établissement compte 3 employés et il est normalement en activité du lundi au vendredi (hors jours fériés).

## **I.5 POTENTIELS DES DANGERS**

### **I.5.1 Produits**

Le produit présentant un potentiel de danger présent sur le site de TOTALGAZ est le propane, du fait de son caractère inflammable et de son stockage sous forme de gaz liquéfié. Ce produit est susceptible d'être à l'origine de phénomènes dangereux entraînant des effets thermiques et des effets de surpression.

### **I.5.2 Activités**

La manutention (chargement, déchargement) et le stockage du propane peuvent être à l'origine d'un danger correspondant au danger intrinsèque du produit.

## **II RISQUES INDUSTRIELS**

### **II.1 ÉTUDE DE DANGERS (EDD)**

#### **II.1.1 Généralités**

L'étude de dangers, réalisée par l'exploitant sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site. Établie selon une méthodologie bien définie, elle doit permettre :

- de dresser un état des lieux des phénomènes dangereux et accidents majeurs susceptibles de survenir sur le site puis d'établir un programme d'amélioration de la sécurité ;
- de justifier que, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible est atteint, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Cette évaluation du niveau de maîtrise des risques présenté par l'établissement se fait au moyen de l'analyse des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que l'importance des dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Elle conduit l'exploitant des installations à identifier et hiérarchiser les points critiques en termes de sécurité, en référence aux bonnes pratiques ainsi qu'au retour d'expérience de toute nature.

Obligation est faite aux exploitants de réactualiser cette étude à chaque modification notable des installations, et, a minima, tous les 5 ans, en tenant compte du retour d'expérience et des avancées techniques, afin d'avoir une approche dynamique de la gestion du risque.

#### **II.1.2 Étude de dangers de TOTALGAZ**

En application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 août 2010, l'exploitant a fourni une étude de dangers le 26 janvier 2011. Cette étude de dangers a tenu compte de la réduction du stockage à moins de 200 tonnes prévue au plus tard pour le 5 août 2015.



Cette dernière étude de dangers a été précédée de plusieurs autres études effectuées depuis l'engagement de la procédure PPRT. Ainsi, ont été étudiés la possibilité de remplacer la sphère de 2 000 m<sup>3</sup> par quatre réservoirs aériens de 300 m<sup>3</sup> chacun, de mettre la sphère sous talus, de remplacer la sphère de 2 000 m<sup>3</sup> par quatre réservoirs sous sarcophages de 400 m<sup>3</sup> chacun ou de construire une enceinte béton autour de la sphère. Le coût des travaux associés à ces solutions oscillent entre 5,1 et 5,7 millions d'euros. Sur la base de ces propositions de solutions, l'administration a demandé à la société TOTALGAZ de fournir une étude technico-économique relative à la possibilité de reconfigurer les installations du site afin de réduire le risque à la source. L'analyse technico-économique de ces solutions est présentée au paragraphe II.3.2.2 concernant les mesures de maîtrise des risques.

L'instruction de l'étude des dangers par l'inspection des installations classées a abouti à la demande de compléments, qui ont été transmis le 15 février 2012 par l'exploitant. Les études et compléments produits par la société TOTALGAZ, ainsi que leur analyse par l'inspection des installations classées, ont donné lieu à des échanges et des réunions techniques qui ont abouti :

- à l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2010 à l'arrêté préfectoral codificatif du 5 août 2009 actant la diminution de la capacité de stockage vrac du site et des mesures de maîtrise des risques complémentaires,
- à la définition des aléas et à leur représentation cartographique (voir cartographie des aléas).

## **II.2 DÉFINITION DU RISQUE**

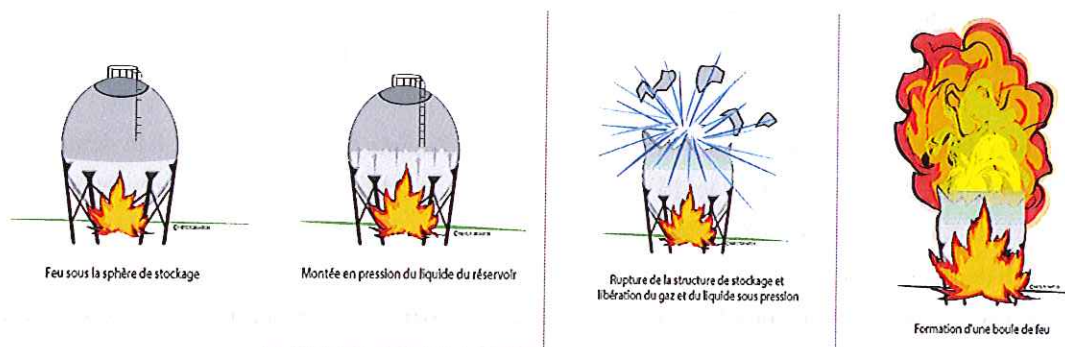
### **II.2.1 Phénomènes dangereux**

Les phénomènes dangereux ayant des effets à l'extérieur du site définis dans l'étude de dangers de TOTALGAZ (configuration 200 tonnes) sont les suivants :

- BLEVE (\*définition ci-après) de la sphère de stockage du propane ;
- BLEVE (\*définition ci-après) des camions citernes aux postes de déchargement ou de chargement du propane ;
- UVCE (\*\*définition ci-après) consécutives à des ruptures ou à des brèches sur les canalisations de transfert du propane au niveau de la zone de déchargement, de la pomperie, de la zone de chargement ;
- Jet enflammé (\*\*\*) (\*définition ci-après) au niveau d'une fuite sur les canalisations de transfert au niveau de la zone de déchargement, de la pomperie, de la zone de chargement .



\* Le BLEVE (Boiling Liquid Expanding Vapour Explosion ou Vaporisation explosive) d'un liquide porté à ébullition) est lié à la rupture brutale d'un réservoir de gaz liquéfié, survenant quand le réservoir est soumis à une agression thermique ou mécanique. Il engendre des effets thermiques, avec notamment la formation d'une boule de feu et du rayonnement thermique associé, ainsi dans une moindre mesure que des effets de surpression. Des fragments solides peuvent également être projetés à distance.



\*\* L'UVCE (Unconfined Vapour Cloud Explosion ou Explosion d'un nuage de gaz à l'air libre)

est la combustion d'un nuage de mélange gazeux inflammable en milieu non confiné. Elle se produit lorsqu'un nuage de gaz inflammable, formé par suite d'une fuite, s'enflamme au contact d'une source d'ignition.

Elle engendre des effets thermiques et des effets de surpression. Les effets thermiques sont essentiellement dus au passage du front de flamme, et non au rayonnement thermique (très court) du nuage enflammé. Les effets de surpression sont produits par l'effet piston du front de flamme.



\*\*\* Le jet enflammé se produit lorsqu'une fuite de gaz s'enflamme. Il produit des effets thermiques dits « continus », par comparaison avec les effets thermiques dus au BLEVE et à l'UVCE, dits « transitoires » car de courte durée. Il peut être consécutif à une UVCE (inflammation de la fuite ayant donné lieu à l'UVCE).



## II.2.2 Probabilité – intensité – cinétique

Pour chacun des phénomènes dangereux définis, la probabilité d'occurrence, la cinétique et l'intensité de leurs effets doivent être caractérisées. Cette évaluation est faite selon les éléments définis par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Les différents niveaux d'effets relatifs à chacun des phénomènes sont obtenus par modélisation. A noter que les effets de projection liés au BLEVE ne sont pas pris en compte dans le cadre du PPRT de TOTALGAZ, conformément aux principes posés au niveau national.

L'estimation de la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux peut s'effectuer selon une approche qualitative, semi-quantitative ou purement quantitative, selon l'événement que l'on cherche à évaluer (par exemple fréquence d'un événement initiateur, fréquence d'occurrence de fuite, probabilité de défaillance des barrières de sécurité,...). L'étude de dangers de la société TOTALGAZ s'est appuyée sur des banques de données probabilistes, des statistiques d'accident et le jugement d'expert pour évaluer ces probabilités.

L'évaluation de la cinétique d'évolution des phénomènes dangereux et de propagation de leurs effets tient compte de la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité, afin de permettre la planification et le choix des éventuelles mesures à prendre à l'extérieur du site.

Une cinétique est qualifiée de lente si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes pour mettre à l'abri les populations non protégées avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux. Compte tenu de la nature des produits mis en cause, l'inspection des installations classées a considéré la cinétique de l'ensemble des phénomènes dangereux comme rapide pour le site de TOTALGAZ.

La méthodologie d'élaboration des PPRT permet, sous certaines conditions, d'exclure certains phénomènes dangereux du PPRT. Dans le cas de TOTALGAZ, aucun des phénomènes dangereux pris en compte dans l'étude de dangers n'a été exclu.

Ainsi, au vu de ce qui précède et de l'étude de dangers de l'établissement TOTALGAZ, les phénomènes dangereux (PhD) caractérisés selon le tableau suivant sont retenus pour définir les aléas dans le cadre de l'élaboration du PPRT (probabilité, type d'effet, distance d'effet) :



TABEAU DES PHENOMENES DANGEREUX ISSUS DE L'ETUDE DES DANGERS DE TOTALGAZ A ST-HERVE

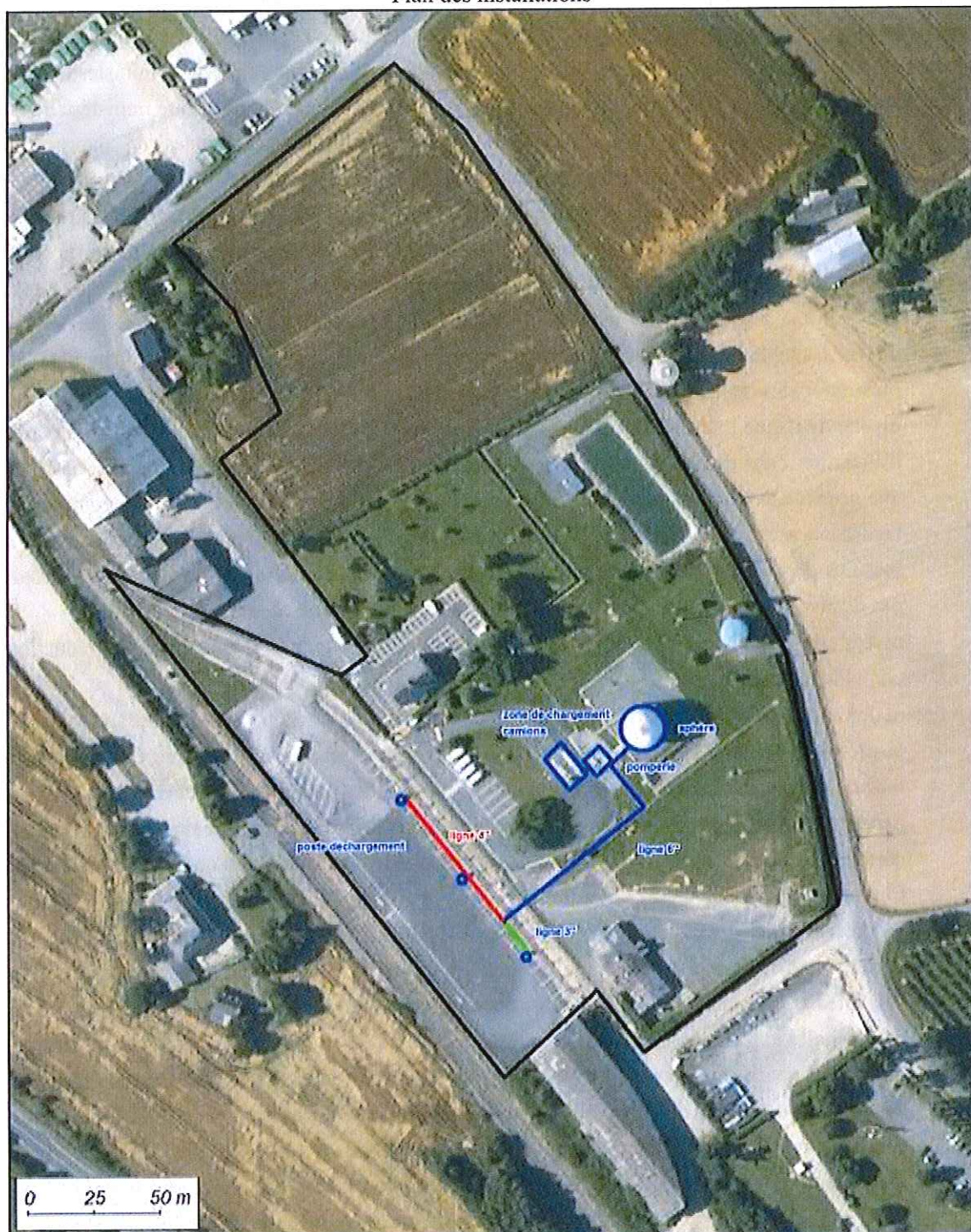
N° du PhD	Commentaire	Indice probabilité	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres	Cinétique	Equipement	Affectation (limite/centre) *
1	BLEVE sphère 200 t	E	thermique	250	345	435		rapide	sphère	centre
2	BLEVE sphère 200 t	E	surpression	145	175	365	725	rapide	sphère	centre
3	UVCE pomperie	E	thermique	205	205	225		rapide	igne emplissage sphère 6"	limite
4	UVCE pomperie	E	surpression	0	0	250	395	rapide	igne emplissage sphère 6"	limite
5	jet enflammé issu de la zone pomperie	E	thermique	155	175	200		rapide	igne emplissage sphère 6"	limite
6	jet enflammé issu de la zone pomperie	E	thermique	130	145	170		rapide	igne emplissage de la sphère 4"	limite
7	UVCE zone de déchargement	E	thermique	165	165	170		rapide	poste de déchargement	limite
8	UVCE zone de déchargement	E	surpression	0	0	200	315	rapide	poste de déchargement	limite
9	jet enflammé issu de la zone de déchargement	E	thermique	130	145	165		rapide	poste de déchargement	limite
10	BLEVE camion zone de déchargement (gros porteur)	E	thermique	120	170	210		rapide	poste de déchargement	limite
11	BLEVE camion zone de déchargement (gros porteur)	E	surpression	45	65	130	260	rapide	poste de déchargement	limite
12	Jet enflammé issu de la zone chargement	E	thermique	75	80	95		rapide	zone de chargement	limite
13	BLEVE camion zone de chargement (petit porteur)	E	thermique	80	120	150		rapide	zone de chargement	limite
14	BLEVE camion zone de chargement (petit porteur)	E	surpression	35	45	100	200	rapide	zone de chargement	limite
15	UVCE issu de la zone de chargement	E	thermique	90	90	100		rapide	zone de chargement	centre
16	UVCE issu de la zone de chargement	E	surpression	0	0	95	145	rapide	zone de chargement	centre
17	UVCE dans la pomperie et poste de chargement	D	surpression	0	25	60	120	rapide	zone de chargement	centre
18	UVCE dans la pomperie et poste de chargement	D	surpression	0	25	60	120	rapide	pomperie	centre

– \*: E (Évènement extrêmement peu probable), D (Évènement très improbable),

Les distances d'effets sont données en mètres à partir de la source du phénomène dangereux. Les effets sont qualifiés de très graves (effets létaux significatifs), graves (premiers effets létaux), significatifs (effets irréversibles). La zone de bris de vitre correspond à une zone d'effets indirects : les personnes ne sont pas affectées directement par le niveau de surpression, mais elles peuvent être atteintes indirectement par les dommages causés au bâti, en particulier aux vitres.



### Plan des installations



#### II.2.3 Définition du risque

L'analyse des risques effectuée dans l'étude des dangers a permis à l'exploitant de définir pour chaque accident majeur potentiel, sa probabilité d'occurrence et la gravité de ses effets.



Puis, ces accidents potentiels ont été positionnés dans une grille de criticité définissant trois niveaux de risques en fonction de la probabilité et de la gravité, cette dernière étant fonction du nombre de personnes exposées aux différents types d'effets, en cohérence avec les critères fixés au niveau national pour l'appréciation de la démarche de maîtrise des risques (circulaire ministérielle du 29 septembre 2005, désormais abrogée, et dont le contenu a été repris par la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux PPRT) :

- niveau de risque élevé : l'exploitant de l'établissement à la source du risque doit alors proposer des mesures de réduction complémentaires du risque à la source qui permettent de sortir de ce niveau de risque. Si malgré ces mesures complémentaires, le niveau de risque reste élevé, celui-ci peut justifier une fermeture de l'installation par décret en Conseil d'État, sauf si des mesures supplémentaires prises dans un cadre réglementaire spécifique tel qu'un plan de prévention des risques technologiques permettent de sortir d'un niveau de risque élevé ;
- niveau de risque intermédiaire : une démarche d'amélioration continue est alors attendue, afin d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte-tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. Il convient de vérifier que l'exploitant a analysé toutes les mesures de maîtrise des risques envisageables et qu'il met en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus en termes de sécurité ;
- niveau de risque moindre ou « résiduel », qui n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque.

Au regard de l'analyse des risques réalisée pour le site TOTALGAZ de Saint-Hervé, il est apparu que :

- la présence de deux logements de fonction conduisait à un niveau de risque élevé. Aucune mesure technique ou organisationnelle, en l'état actuel des connaissances et des pratiques, ne permet de sortir de ce niveau de risque par la mise en place de mesures de maîtrise des risques complémentaires. La société TOTALGAZ a supprimé leur utilisation au cours de la procédure. Plus aucune personne ne réside sur le site,
- la présence de deux bâtiments d'activité à caractère industriel, d'un restaurant servant également d'habitation, d'une zone de stationnement de véhicules pour le restaurant et la discothèque, de trois habitations, d'un tronçon de la route départementale RD 700, de voies communales et d'une portion de la voie ferrée reliant St Brieuc à Loudéac non utilisée pour le trafic voyageurs, mais servant pour un train touristique et le trafic de fret conduisaient également à un niveau de risque élevé. Dans la phase finale de la démarche PPRT, les mesures complémentaires qui ont été proposées par la société ne sont plus d'ordre technique, mais réglementaire. La société TOTALGAZ ayant retenu de réduire le tonnage sur le site sous le seuil SEVESO seuil haut, elle ne sera plus soumise à terme à la démarche PPRT.

Toutefois, cette réduction étant différée dans le temps. L'application de la démarche de maîtrise des risques définie au niveau national conduit alors à rechercher les mesures supplémentaires qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre du PPRT. En l'occurrence, la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation ou de délaissement des bâtis susvisés dans le cadre du PPRT permet de sortir d'un niveau de risque élevé par la diminution de la gravité des phénomènes dangereux susceptibles de se produire.



Après mise en œuvre de l'expropriation des bâtis, l'ensemble des phénomènes dangereux pris en compte dans l'étude des dangers sera situé en niveau de risque intermédiaire évoqué plus haut. La démarche de maîtrise des risques définie au niveau national prévoit dans cette situation que l'exploitant analyse toutes les mesures de maîtrise des risques envisageables et mette en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, en particulier la sécurité publique.

L'une des mesures de maîtrise des risques qui permettrait de diminuer le niveau de risque lié au BLEVE du réservoir, en l'état actuel des pratiques et des connaissances, est la mise sous talus ou sous enceinte béton de la sphère actuelle, ou la mise sous sarcophage des réservoirs de 400 m<sup>3</sup>, qui annule la prise en compte du BLEVE, solution qui ont été étudiées avant la décision de passer sous le seuil SEVESO seuil haut. L'analyse technico-économique de ces solutions est présentée au paragraphe II.3.2.2 concernant les mesures de maîtrise des risques.

## **II.3 GESTION DU RISQUE**

### **II.3.1 Généralités**

Le risque technologique résulte de la présence sur un territoire d'une installation manipulant des substances ou procédés susceptibles d'être à l'origine de phénomènes dangereux face à des enjeux socio-économiques et environnementaux. Il est constitué de trois composantes :

- l'intensité des phénomènes dangereux ;
- la probabilité d'occurrence de ces phénomènes dangereux ;
- la vulnérabilité des enjeux pouvant être impactés par ces phénomènes dangereux.

Gérer le risque technologique, c'est donc agir sur chacun de ces trois éléments avec, d'un point de vue global, plusieurs niveaux d'intervention complémentaires :

- la maîtrise du risque à la source permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation ;
- la maîtrise de l'urbanisation consiste à limiter les enjeux exposés au danger ;
- la maîtrise des secours a pour objectif, quand le phénomène se déclenche, d'en limiter les conséquences ;
- l'information des citoyens permet de favoriser certains comportements diminuant la vulnérabilité.

### **II.3.2 Réduction du risque**

#### **II.3.2.1 A la source**

Le potentiel de danger du dépôt TOTALGAZ de Saint-Hervé, lié à la capacité de stockage sur le site, est en diminution significative depuis plusieurs années.

En effet, la capacité de stockage autorisée sur le dépôt de Saint-Hervé sera à terme inférieure à 200 tonnes (arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2010), en diminution importante par rapport à la capacité précédemment autorisée, qui était de 1 048 tonnes (arrêté préfectoral du 5 août 2009) par réduction de la quantité présente au sein de la sphère et la suppression des zones de stationnement des petits porteurs. En outre, le site n'exploite plus aujourd'hui les installations suivantes, qui étaient sources de risques supplémentaires : station de déchargement de wagons-citernes, hall d'entretien (peinture), de réépreuve et des citernes.

### **II.3.2.2 Mesure de maîtrise du risque : MMR**

Une mesure de maîtrise des risques est un ensemble d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. Elle vise soit à éviter ou à limiter la probabilité d'occurrence d'un événement indésirable, soit à limiter l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, soit à limiter les conséquences sur les cibles potentielles.

Face à l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans son étude de dangers, la société TOTALGAZ a mis en place un certain nombre de mesures de maîtrise des risques permettant principalement d'éviter ou de limiter les effets des phénomènes dangereux. Les mesures de maîtrise des risques principales sont :

- la formation du personnel et des personnes intervenant sur le site ;
- la mise en œuvre d'un plan de contrôle et de maintenance préventive des équipements importants pour la sécurité ;
- un système de détection, d'alarme et de mise en sécurité du site ;
- la mise à la terre des équipements et l'utilisation de matériels adaptés en zone à risque d'atmosphère explosible ;
- des équipements adaptés de défense contre l'incendie ;
- la présence de vannes de coupure automatiques asservies à la détection feu et à la détection gaz.

Certaines de ces mesures de maîtrise des risques ont été renforcées suite à l'étude d'optimisation de la sécurité du site et à l'étude des dangers actualisée. Plusieurs de ces mesures figurent dans l'arrêté préfectoral du 5 août 2009. Ces mesures ont été mises en place.

Concernant la mise sous talus ou sous enceinte béton de la sphère, ou sous sarcophage évoquée plus haut, l'analyse technico-économique de cette solution a mis en évidence les éléments suivants :

- coût avancé par TOTALGAZ : 5,1 M€ pour la mise sous talus de la sphère, 5,4 M€ pour la mise sous enceinte béton de la sphère et 5,7 M€ pour la mise sous sarcophage de réservoirs de 400 m<sup>3</sup>
- bénéfices attendus en termes de sécurité : annulation de la prise en compte du risque de BLEVE de réservoirs par agression thermique, qui engendre des effets thermiques, des effets de surpression et des risques de projection de fragments solides, avec une probabilité minimale.



Toutefois, ce phénomène n'est pas le seul susceptible d'engendrer des effets thermiques au niveau des bâtis existants. Les autres phénomènes dangereux seraient toujours susceptibles de se produire (en particulier UVCE, BLEVE de camion citerne), et le périmètre d'exposition aux risques ne serait pas inférieur. La mise sous talus ou sous sarcophage pourrait par ailleurs entraîner une modification des distances d'effet d'un UVCE, avec une extension possible du périmètre d'exposition. De plus, la mise sous talus ou sous sarcophage rend plus difficiles certaines actions préventives de maîtrise des risques du fait de l'environnement dans lequel les réservoirs sont placés, et du fait qu'ils ne sont plus visibles : accès, contrôle, maintenance et réépreuve des réservoirs et de leurs organes de sécurité, vigilance accrue nécessaire contre la corrosion. Le dispositif de mise sous talus ou sous sarcophage est une mesure de maîtrise des risques reconnue pour les stockages de GPL, mais il est nécessaire de rappeler que cette mesure n'est pas imposée par la réglementation nationale. Aussi la doctrine du Ministère est dans ce cas d'imposer sa mise en œuvre lorsque des critères d'inacceptabilité du risque se dégagent de l'analyse de l'étude de dangers. Ces critères dépendent à la fois de la probabilité des phénomènes dangereux, de l'intensité de leurs effets, mais aussi et surtout de l'exposition des populations. Aussi, le coût élevé de la mise sous talus, les inconvénients qu'elle peut présenter en termes d'action préventive, et le fait qu'elle ne permet pas de s'affranchir des autres phénomènes dangereux tels que les UVCE et qu'elle n'entraîne pas de réduction significative des aléas, sont les raisons pour lesquelles l'État n'a pas imposé de dispositif de mise sous talus à l'établissement TOTALGAZ. Il en est de même pour la mise sous enceinte béton avec des réserves plus importantes, cette solution n'étant pas à ce jour reconnue par l'administration.

### **II.3.2.3 Système de gestion de la sécurité**

Conformément à l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié, la société TOTALGAZ a mis en place un Système de Gestion de la Sécurité (SGS). Dans le cadre de ce SGS, les mesures de maîtrise des risques identifiées doivent être particulièrement suivies, afin de prévenir tout dysfonctionnement et d'en assurer une bonne fiabilité.

L'établissement TOTALGAZ fait également l'objet d'un suivi régulier de la part de l'Inspection des Installations Classées qui vérifie notamment, par sondage, le maintien dans le temps du niveau de maîtrise du risque du site et la capacité de l'exploitant à détecter et à maîtriser les dérives de toute nature. Dans ce cadre, la bonne mise en œuvre des mesures prescrites par les arrêtés ministériels et préfectoraux réglementant les différentes activités ainsi que l'application du Système de Gestion de la Sécurité sont inspectées au moins une fois par an.

### **II.3.3 Maîtrise de l'urbanisation**

La commune de Saint-Hervé dispose d'un plan d'occupation des sols (POS) approuvé le 16 septembre 1993, en cours de révision et la commune de l'Hermitage Lorge d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 13 mars 2006.

La partie de territoire communal de Saint-Hervé concernée par le périmètre d'étude du PPRT est classée en zone à usage d'activités industrielles, commerciales ou artisanales (zone UY), en zone affectée au domaine public ferroviaire (zone UF), en zone d'urbanisation future réglementée à usage d'activités (zone Nayr), en zone d'urbanisation future stricte à usage d'activité (Nays), en zone de richesses naturelles (zone NC) et en zone naturelle protégée (zone ND), et celle de L'Hermitage-Lorge en zone agricole (zone A), en zone naturelle (zone N) et en zone naturelle habitat (zone Nh). Des extraits du POS de Saint-Hervé et du PLU de L'Hermitage Lorge sont présentés en [Carte 1].

#### II.3.4 Organisation des secours

L'établissement dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) régulièrement testé. Ce dernier doit permettre de gérer les situations pour lesquelles les effets liés à certains phénomènes dangereux ne sortent pas des limites de l'établissement.

Pour les situations présentant un risque pour les personnes situées à l'extérieur de l'emprise foncière de l'établissement, un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré par la préfecture et doit être testé périodiquement. Le dernier exercice date du 23 mars 2012. Ce plan a été approuvé par arrêté préfectoral du 14 décembre 1999. Le périmètre d'intervention défini y est de 1 215 mètres et concerne les communes de Saint-Hervé, L'Hermitage-Lorge et Uzel. Une révision du PPI est programmée à l'issue de la démarche PPRT pour l'actualiser.

Le plan communal de sauvegarde (PCS) doit décrire le risque sur les communes et les mesures de sauvegarde pour s'en protéger au niveau communal. La commune de Saint-Hervé a approuvé son PCS le 14 septembre 2009, celle de L'Hermitage-Lorge le 17 septembre 2012 et celle d'Uzel le 30 mars 2012.

#### II.3.5 Information du public

L'information préventive des populations sur les risques majeurs est tout d'abord réalisée par l'élaboration de différents documents :

- le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) des Côtes-d'Armor approuvé par arrêté préfectoral du 21 mai 2013 destiné à sensibiliser les responsables et les acteurs des risques majeurs ; celui-ci fait état du risque industriel lié à l'établissement TOTALGAZ implanté sur la commune de Saint-Hervé ;
- le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à élaborer par les mairies de Saint-Hervé, L'Hermitage-Lorge et Uzel sur la base des « porter à connaissance » nécessaires à leur élaboration ou révision transmis par le préfet.

Pour compléter ce dispositif, un comité local d'information et de concertation (CLIC) a été créé par arrêté préfectoral du 18 octobre 2005 et renouvelé par arrêtés du 25 septembre 2008 puis 14 novembre 2011 [Annexe 3]. À noter que conformément au décret du 7 février 2012, les CLIC sont progressivement remplacés par les commissions de suivi de site (CSS). Une démarche est en cours pour élaborer la CSS de ce site.



Par ailleurs, l'information des acquéreurs et des locataires d'un bien situé dans le périmètre d'étude prescrit sur le risque encouru, est réalisée via l'arrêté préfectoral du 12 avril 2011 afin de prendre en compte le risque technologique relatif à l'établissement TOTALGAZ.

### **III ÉLABORATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)**

L'article L.515-15 du Code de l'Environnement stipule : « L'État élabore et met en œuvre des plans de prévention des risques technologiques qui ont pour objet de délimiter les effets d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits "SEVESO seuil haut" figurant sur la liste prévue au IV de l'article L.515-8 et qui y figuraient au 31 juillet 2003, et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques directement ou par pollution du milieu.(...) »

L'établissement TOTALGAZ figure sur cette liste et a été mis en service avant le 31 juillet 2003. Il doit donc faire l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT), en application de l'article L.515-15 du Code de l'Environnement.

Conformément notamment à l'article L.515-16 du Code de l'Environnement, **à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques**, et en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique, le PPRT peut :

- délimiter les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation,
- délimiter, à l'intérieur des zones définies ci-dessus, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger très grave pour la vie humaine, l'État peut déclarer d'utilité publique l'expropriation, par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents et à leur profit, des bâtis, lorsque les moyens de sauvegarde et de protection des populations qu'il faudrait mettre en œuvre s'avèrent impossibles ou plus coûteux que l'expropriation,
- délimiter, à l'intérieur des zones définies ci-dessus, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer un droit de délaissement des bâtis existants,
- prescrire les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine, dont le coût ne peut excéder 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien avant l'intervention de l'arrêté prévu à l'article R. 515-40 du Code de l'Environnement, ni, en tout état de cause :
  - « 20 000 €, lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique ;
  - « 5 % du chiffre d'affaires de la personne morale l'année de l'approbation du plan, lorsque le bien est la propriété d'une personne morale de droit privé ;
  - « 1 % du budget de la personne morale l'année de l'approbation du plan, lorsque le bien est la propriété d'une personne morale de droit public. ,
- définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques



*Plan de prévention des risques technologiques TOTALGAZ à Saint-Hervé - Note de présentation*

encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.

Le PPRT, de par les mesures qu'il prescrit, tant sur l'existant que sur l'urbanisation à venir, doit permettre de garantir que les occupations et utilisations du sol pouvant être touchées par les effets des phénomènes dangereux relatifs à cet établissement soient compatibles avec le niveau d'aléa.

Le PPRT, une fois approuvé, vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme et est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L.126-1 du même code.

### **III.1 DÉMARCHE ET PROCÉDURE ADMINISTRATIVE**

Les modalités d'élaboration du PPRT sont définies par les articles R.515-39 à R.515-50 du code de l'environnement, ainsi que par un guide méthodologique élaboré par le ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement.

Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois suivant l'intervention de l'arrêté de prescription. Ce délai peut être prolongé par arrêté motivé du préfet.

Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, État, associations...) est informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription.

Le projet de plan, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les personnes et organismes associés (POA), est ensuite soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête, le plan éventuellement modifié est approuvé par arrêté préfectoral.

#### **III.1.1 Information préalable du CLIC**

Le comité local d'information et de concertation (CLIC) est associé à l'élaboration du PPRT. Lors de sa séance du 22 novembre 2005, l'ensemble de la démarche d'élaboration du PPRT a été expliqué, et le lancement de la procédure d'élaboration du PPRT annoncé. Le CLIC a par la suite été associé à l'avancement de la procédure. Une réunion a eu lieu le 19 juin 2009 afin de faire :

- le point sur les évolutions du site et les mesures prévues pour améliorer la sécurité. Ces mesures sont celles qui ont été prescrites par l'arrêté préfectoral du 5 août 2009.
- le point sur l'état d'avancement du PPRT.

Le CLIC doit émettre un avis en tant que POA sur le projet de PPRT à soumettre à l'enquête publique. L'arrêté préfectoral du 14 novembre 2011 a renouvelé la composition du CLIC [Annexe 3].

### III.1.2 Prescription du PPRT

Le PPRT relatif au site de TOTALGAZ a été prescrit par arrêté préfectoral du 29 mai 2008 [Annexe 4]. La carte définissant le périmètre d'étude est annexée à cet arrêté. Cet arrêté détermine :

- le périmètre d'étude du plan,
- la nature des risques pris en compte,
- les services instructeurs,
- la liste des personnes et organismes associés,
- les modalités de concertation.

Un avis de prescription du PPRT a été publié dans deux journaux diffusés dans le département des Côtes-d'Armor : Ouest-France le 28 juin 2008 et Le Télégramme le 30 juin 2008.

Le délai fixé pour l'approbation du PPRT a été prolongé jusqu'au 29 septembre 2010 par arrêté préfectoral du 28 novembre 2009, en particulier du fait de la demande de réalisation d'une étude de réorganisation du site prescrite par l'arrêté préfectoral du 5 août 2009. Le délai a ensuite été prolongé jusqu'au 31 décembre 2011 par arrêté du 14 octobre 2010, jusqu'au 31 décembre 2012 par arrêté du 23 août 2012, jusqu'au 30 septembre 2013 par arrêté préfectoral du 25 janvier 2013, jusqu'au 31 décembre 2013 par arrêté préfectoral du 5 novembre 2013 et enfin jusqu'au 31 mars 2014 par arrêté préfectoral du 13 janvier 2014.

Ces reports de délais ont été rendus nécessaires par les modifications projetées par la société TOTALGAZ, cette dernière souhaitant modifier à la hausse le tonnage prévu à l'échéance du 5 août 2015, puis par les suites de l'enquête publique. Les arrêtés de prorogation sont joints en [Annexe 4].

## ***III.2 ÉTUDES TECHNIQUES***

La séquence d'étude technique du PPRT se compose de trois phases :

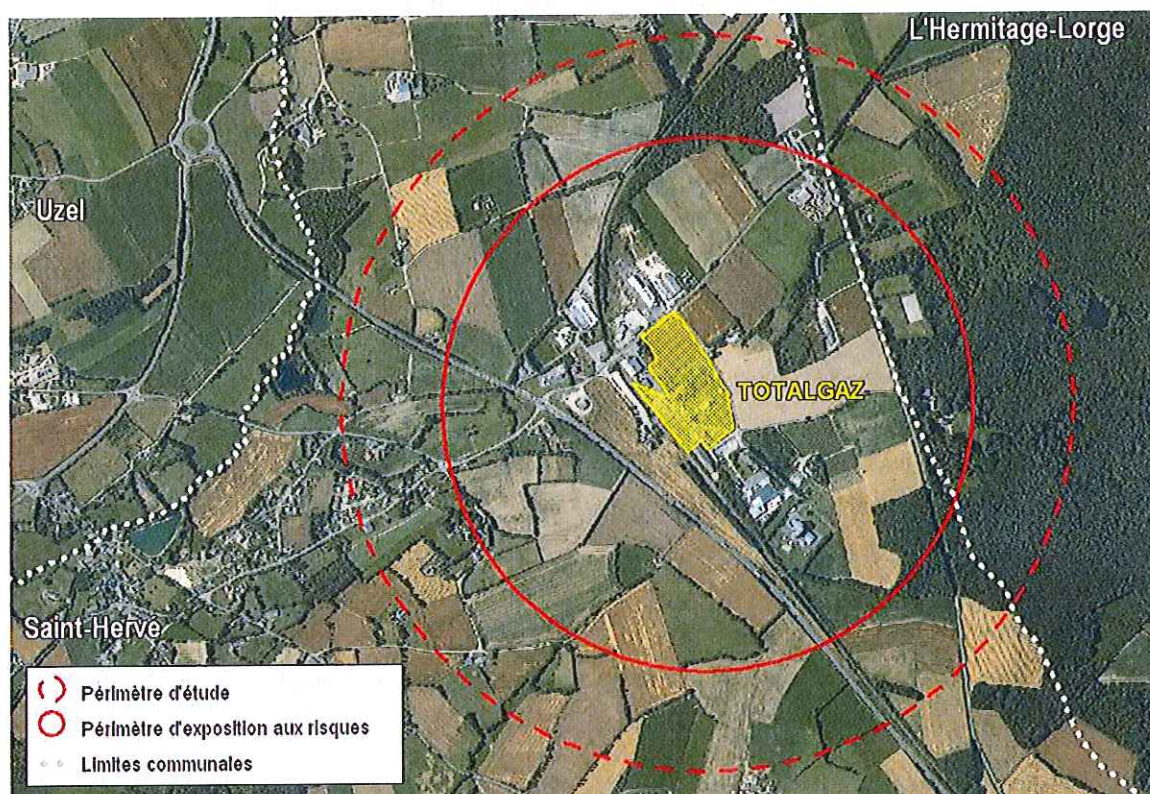
- la caractérisation des aléas permettant de délimiter le périmètre d'étude,
- la caractérisation des enjeux,
- la finalisation de la séquence d'étude technique aboutissant à la réalisation du zonage brut.

### PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE

Le périmètre d'étude du PPRT est défini par l'enveloppe des zones d'effet des phénomènes dangereux selon la modélisation de l'étude de dangers de TOTALGAZ dans sa version de juin 2007. Il contient le périmètre d'exposition aux risques défini par l'enveloppe des zones d'effet des phénomènes dangereux selon la modélisation de l'étude de dangers de TOTALGAZ dans sa version de janvier 2011 (**configuration 200 tonnes à échéance août 2015**), c'est-à-dire le périmètre susceptible d'être réglementé par le PPRT. Cette zone concerne principalement la zone industrielle de la gare d'Uzel de



la commune de Saint-Hervé. Celle-ci impacte légèrement le territoire communal de L'Hermitage-Lorge.



### III.2.1 Aléas

La carte des aléas est établie pour les effets thermique et de surpression confondus, à partir des données de l'étude de dangers complétée dont la dernière version date de février 2012. Pour chaque point considéré dans le périmètre d'étude, cette carte prend en compte le nombre de phénomènes dangereux qui peuvent impacter ce point, l'intensité de chaque phénomène en ce point et la probabilité de chaque phénomène. Les aléas sont qualifiés de Très Fort (TF), Fort + (F+), Moyen + (M+) ou Faible (Fai).

La cartographie est élaborée au moyen du logiciel SIGALEA, développé par l'INERIS pour le compte du Ministère en charge des Installations Classées et utilisé pour établir les cartes d'aléas de tous les PPRT de France. Ce logiciel intègre les règles nationales définies dans le guide national d'élaboration des PPRT.

A l'issue de l'analyse de l'étude de dangers complétée, l'inspection des installations classées a proposé de retenir les phénomènes dangereux cités au paragraphe II.2.2 pour définir les aléas relatifs au PPRT de TOTALGAZ (voir cartographie des aléas).



On peut noter que l'enveloppe des aléas est réduite par rapport au périmètre d'étude défini dans l'arrêté de prescription. Cette évolution est liée aux compléments produits postérieurement à la prescription du PPRT qui ont amené les modifications suivantes :

- réduction de la quantité de gaz au sein de la sphère,
- suppression des parkings de camions-citernes,
- mise en place de plusieurs dispositions supplémentaires de réduction ou de gestion des risques (sonde de niveau indépendante et complémentaire des dispositifs actuels permettant de mesurer le niveau de remplissage de la sphère avec alarme et arrêt de remplissage en cas de dépassement de seuil de remplissage, mise en place d'un rail de sécurité permettant de protéger les canalisations de transfert, mise en place d'un dispositif d'asservissement de fermeture des clapets de fond des camions citernes en phase de chargement ou de déchargement et de mise en sécurité des postes de chargement ou déchargement en cas de déclenchement d'alarme, mise en place d'un détecteur supplémentaire de flammes, mise en place d'un détecteur supplémentaire de gaz, mise en place d'une détection incendie au niveau du local abritant les groupes moto-pompes)
- prise en compte, pour la modélisation des effets du BLEVE, de la méthode préconisée par l'INERIS et annexée à la circulaire ministérielle du 28 décembre 2006 relative aux études des dangers, circulaire abrogée dont le contenu a été repris dans une circulaire ministérielle du 10 mai 2010, et tierce expertisée par la société TECHNIP.

Il en résulte que le périmètre d'exposition aux risques par le PPRT est plus restreint que le périmètre d'étude.

### III.2.2 Enjeux

Le périmètre d'exposition aux risques est constitué essentiellement d'un environnement industriel et rural, avec la présence de plusieurs bâtis-et d'infrastructures routières et ferroviaires.

La cartographie des enjeux [Carte 2] correspond à la représentation graphique des données significatives du fonctionnement du territoire dans le périmètre d'exposition aux risques, à savoir :

- l'urbanisation existante,
- les infrastructures de transport,
- les usages des espaces publics,
- les ouvrages et équipements d'intérêt général.

Sont détaillés ci-dessous les enjeux présents en zones d'aléas.

#### III.2.2.1 Urbanisation existante et activités

Il a été principalement recensé dans les zones d'aléas :

- quinze habitations généralement isolées avec pour certaines leurs annexes ;



- dix-sept bâtiments d'activité à caractère commercial ou industriel ;

### **III.2.2.2 Établissements recevant du public (ERP)**

Quatre ERP : un restaurant, une discothèque, un magasin de vente d'articles pour l'agriculture et le jardin, et un magasin de vente d'articles pour la maison et l'agriculture.

### **III.2.2.3 Infrastructures de transports**

On recense dans les zones d'aléas :

- la route départementale n° 700 (RD 700) qui assure, entre autres, la liaison entre les villes de St-Brieuc et Loudéac ;
- la route départementale n° 35 (RD 35) qui assure, entre autres, la liaison entre St-Hervé et Gausson,
- les voies communales de desserte des habitations et des bâtiments d'activité à caractère commercial ou industriel,
- la voie ferrée reliant St-Brieuc à Loudéac non utilisée pour le trafic voyageurs, mais servant pour le trafic de fret et -de façon discontinue- pour un train touristique .

Le transport de matières dangereuses sur ces voies est lié en partie à l'activité de la société TOTALGAZ.

### **III.2.2.4 Usages des espaces publics ouverts**

Un espace public ouvert a été recensé dans les zones d'aléas. Il s'agit d'espaces forestiers situés à l'Est du site. Il convient aussi de relever la présence d'un espace de stationnement situé à proximité du restaurant et de la discothèque.

### **III.2.2.5 Ouvrages et équipements d'intérêt général**

Hormis les réseaux habituels desservant les entreprises et autres bâtis, il convient de signaler la présence d'un château d'eau dans la zone d'aléas.

### **III.2.2.6 Plan d'occupation des Sols (POS) et plan local d'urbanisme (PLU)**

La commune de Saint-Hervé dispose d'un plan d'occupation des sols (POS) du 29 juin 1995 en cours de révision . Le secteur concerné par le périmètre du PPRT est classé :

- en zone à usage d'activités industrielles, commerciales ou artisanales (zone UY),
- en zone affectée au domaine public ferroviaire (zone UF),
- en zone d'urbanisation future réglementée à usage d'activités (zone Nays)
- en zone d'urbanisation future stricte à usage d'activités (zone Nays)
- en zone de richesses naturelles (zone NC)
- et en zone naturelle protégée (zone ND).

A noter que ce POS intègre toujours les anciennes distances de protection de 270 m et de 560 m autour de l'établissement TOTALGAZ.

La commune de L'Hermitage-Lorge dispose d'un plan local d'urbanisme approuvé le 13 mars 2006. Le secteur concerné par le périmètre du PPRT est classé :

- en zone agricole (zone A),
- en zone naturelle (zone N)
- et en zone naturelle habitat (zone Nh) correspondant à de l'habitat existant.

À noter que ce PLU intègre les distances de protection autour de TOTALGAZ datant de janvier 2005 : distances  $Z_1 = 875$  m (effets létaux 1%), et  $Z_2 = 1070$  m (effets irréversibles) qui correspondent au BLEVE de la sphère selon les modélisations en vigueur à cette date.

Des extraits du POS de Saint-Hervé et du PLU de L'Hermitage Lorge sont présentés en [Carte 1].

En attente de l'approbation du présent PPRT, les zones à risques, le zonage réglementaire et le règlement associé établis autour de l'établissement TOTALGAZ et portés à la connaissance des maires de Saint-Hervé et de L'Hermitage-Lorge par le préfet le 30 novembre 2009 (selon les modélisations en vigueur à cette date) doivent être pris en compte lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

### III.2.3 Superposition des aléas et des enjeux

La superposition des aléas et des enjeux [Carte 2] a pour objectif de :

- représenter le risque technologique sur le territoire du périmètre d'exposition aux risques,
- constituer le fondement technique de la démarche d'élaboration du PPRT.

Cette superposition permet de :

- définir le zonage brut (issu de la carte d'aléas),
- faire correspondre ce zonage brut à des principes de réglementation nationaux tenant compte des enjeux,
- identifier, si nécessaire, des investigations complémentaires ayant pour objectif de disposer d'éléments complémentaires permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT. Il peut s'agir d'éléments portant sur des prescriptions techniques et/ou des mesures foncières.

La carte de superposition pour TOTALGAZ montre que :

- **en secteur d'aléa Très Fort (TF)** sont présents : deux bâtiments d'activité à caractère industriel (enjeu n° 25), un restaurant servant également d'habitation (enjeu n° 23), une zone de stationnement de véhicules pour le restaurant et la discothèque, une habitation (enjeu n° 24), des voies communales et une portion de la voie ferrée reliant St-Brieuc à Loudéac (train touristique et trafic de fret),
- **en secteur d'aléa Fort + (F+)** sont présents : deux habitations dont une ancienne ferme avec un hangar (enjeux n° 18 et 20), un château d'eau (enjeu n°19), un tronçon de la route



départementale RD 700, des voies communales et des portions de la voie ferrée reliant St-Brieuc à Loudéac,

- **en secteur d'aléa Moyen + (M+)** sont présents : deux habitations avec des dépendances (enjeux n° 15 et 28), six bâtiments d'activité à caractère commercial ou industriel (enjeux n° 4, 11, 12, 13, 14 et 26) dont une discothèque (enjeu n° 11), un magasin de vente d'articles pour l'agriculture et le jardin (enjeu n° 12), et un magasin de vente d'articles pour la maison et l'agriculture (enjeu n°14), des tronçons des routes départementales RD 35 et RD 700, des voies communales et des portions de la voie ferrée reliant St Brieuc à Loudéac,
- **en secteur d'aléa Faible (Fai)** sont présents : dix habitations et leurs dépendances (enjeux n° 1, 2, 16 et 7 habitations non numérotées), huit bâtiments d'activité à caractère commercial ou industriel (enjeux n° 5, 6, 7, 8, 9, 10, 17, 27), des tronçons des routes départementales RD 35 et RD 700, des voies communales, une portion de la voie ferrée reliant St Brieuc à Loudéac, et des espaces boisés.

Pour mémoire, lors du recensement des enjeux, deux logements étaient situés en secteur d'aléa Très Fort (TF), dans la zone grisée correspondant à l'emprise du site TOTALGAZ (deux logements de fonction).

#### III.2.4 Zonage brut

Le zonage brut résulte de l'application stricte du tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes minimaux de réglementation indiqués dans le guide méthodologique d'élaboration des PPRT .

Le zonage brut autour de TOTALGAZ [Carte 3] comporte 4 zones dues aux effets thermiques et aux effets de surpression. Chacune de ces zones correspond à un principe d'urbanisation :

- zone rouge « R » correspondant à l'aléa TF pour les effets thermiques et aux aléas F+, M+ et Fai pour les effets de surpression : interdiction stricte de construire tout nouveau projet,
- zone rouge clair « r » correspondant à l'aléa F + pour les effets thermiques et aux aléas F+, M+ et Fai pour les effets de surpression : interdiction de construire tout nouveau projet,
- zone bleue « B » correspondant à l'aléa M + pour les effets thermiques et à l'aléa Fai pour les effets de surpression : autorisation de construire possible en faible densité sous réserve de ne pas augmenter la population exposée au risque de façon notable,
- zone bleue claire « b » correspondant à l'aléa Fai pour les effets thermiques et de surpression: autorisation de construire à l'exception des établissements recevant du public (ERP) difficilement évacuables.

Les zones inconstructibles (zones rouges) et constructibles sous conditions (zones bleues) concernent d'abord les projets. Elles visent également les occupations et utilisations du sol qui peuvent être interdites ou strictement encadrées pour ne pas augmenter le risque.

Le zonage brut est la base d'élaboration du zonage réglementaire. Le zonage réglementaire peut différer du zonage brut après application de l'objectif de limitation de la population dans les zones à risques, en fonction des conclusions de la phase de stratégie du PPRT et d'éventuelles investigations

complémentaires.

### III.2.5 Investigations complémentaires

La superposition des cartes d'aléas et d'enjeux permet de définir le niveau d'exposition des enjeux face aux aléas.

Les investigations complémentaires concernant le bâti existant et les usages peuvent être effectuées pour apporter une aide à la décision pour la phase de stratégie, dans les limites des règles nationales.

Elles permettent en particulier :

- d'évaluer la vulnérabilité du bâti afin de choisir le cas échéant entre mesures foncières (expropriation ou délaissement) et travaux de renforcement du bâti, ou entre prescriptions et recommandations de faire ces travaux ;
- d'estimer les biens immobiliers objets d'éventuelles mesures foncières.

Le zonage brut, ainsi que l'étude des enjeux et des aléas autour du site de TOTALGAZ, montre que :

- en zone R, sont présents des bâtiments d'activité à caractère commercial ou industriel (enjeu n° 25), un restaurant comprenant une habitation (enjeu n° 23) et une habitation (enjeu n° 24),
- en zone r, sont présents des bâtiments d'activité à caractère commercial ou industriel (enjeu n° 25) et deux habitations (enjeux n° 18 et 20).

Étant donné les effets très graves auxquels sont susceptibles d'être soumises les personnes présentes dans les bâtiments implantés dans la zone R, il est proposé de délimiter :

- **un secteur d'expropriation** pour le restaurant (enjeu n° 23), établissement recevant du public,
- **un secteur de délaissement** pour l'habitation (enjeu n° 24). Pour cet enjeu n° 24, lors de la réunion des POA du 23 novembre 2011, il a été convenu de retenir le délaissement et non l'expropriation.

Concernant la zone r également concernée par des effets très graves, il est proposé de délimiter :

- **un secteur de délaissement** pour le bâtiment d'activités à caractère commercial ou industriel (enjeu n°25 en partie) situé à l'Ouest du site de TOTALGAZ en majorité en zone r. A noter que le bâtiment situé à l'Est du site de TOTALGAZ (enjeu n°25 en partie) en zone R, compte tenu de l'absence de personnel, n'est pas retenu dans ce secteur de délaissement,
- **un secteur de délaissement** pour deux habitations (enjeux n° 18 et n° 20).

Aussi, des investigations complémentaires ont été menées sur les zones R et r au travers de deux approches :

- la vulnérabilité des bâtis et des infrastructures de déplacement,
- l'estimation foncière des biens inscrits dans les secteurs d'expropriation ou de délaissement.

#### III.2.5.1 Vulnérabilité

Une étude de vulnérabilité a été menée en mars 2011 sur les bâtiments existants les plus exposés,



situés en zone d'aléas très fort (TF) et fort plus (F+) afin de déterminer la nature des mesures de réduction de la vulnérabilité des personnes au travers d'un renforcement du bâti et de sa mise en œuvre, et d'en évaluer le coût. Toutefois, cette étude constitue exclusivement une aide à la décision pour les personnes et organismes associés (POA) et une approche technique et financière globale pour les riverains concernés : quels que soient ses résultats, les mesures de protection prescrites dans le règlement doivent être respectées et nécessitent une analyse plus fine de chaque construction pour déterminer les travaux de renforcement à mettre en œuvre. Une synthèse de cette étude est présentée en [annexe 6].

Les estimations financières des biens les plus exposés ont été réalisées en septembre 2009 par les services de France Domaine. Ces estimations sont indicatives. Toutefois, cette évaluation a permis de vérifier que le coût des travaux de renforcement du bâti du bien ainsi estimé dans l'étude de vulnérabilité dépassent les 10 % de sa valeur vénale.

Par ailleurs, l'étude de vulnérabilité menée en 2009 sur la RD 700 n'a pas permis, au regard de la faisabilité technico-économique des mesures proposées de réduction du risque pour les usagers de la route, de retenir une solution acceptable et réalisable.

#### III.2.5.2 Estimation foncière :

Les biens inscrits dans les secteurs d'expropriation ou de délaissement, à savoir le restaurant (enjeu n° 23), trois habitations (enjeux n° 18, n° 20 et n° 24) et les bâtiments d'activité à caractère industriel (enjeu n°25) ont fait l'objet d'une réévaluation de leur valeur vénale par les services de France Domaine en juin 2012.

Les estimations financières de ces biens sont d'environ 1,25 M€ (valeur vénale juin 2012 hors perte d'exploitation). Ces estimations sont indicatives et selon les délais de mise en œuvre du présent PPRT (approbation, conventions de financement des mesures foncières) pourront ne pas correspondre aux coûts réels de ces mesures.[Annexe 7]

#### III.2.6 Mesures supplémentaires de réduction des risques à la source

L'article L.515-16 du Code de l'Environnement stipule que les plans de prévention des risques technologiques peuvent prévoir des mesures supplémentaires de prévention des risques permettant de réduire le périmètre des secteurs susceptibles de faire l'objet des mesures d'expropriation ou de délaissement, lorsque le coût de ces mesures supplémentaires est inférieur à celui des mesures d'expropriation ou de délaissement qu'elles permettent d'éviter.

Dans le cas de la société TOTALGAZ, aucune mesure supplémentaire ne permettrait de s'affranchir de tout ou partie des mesures d'expropriation prévues, à un coût inférieur à celui de l'expropriation. En particulier, la mise sous talus du réservoir ou autre technique n'entraînerait pas de réduction du périmètre du secteur d'expropriation.

En effet, les bâtiments d'activité concernés seraient toujours exposés à des effets très graves en cas d'UVCE, et seraient maintenus en secteur d'expropriation. Quant au déménagement du site, son coût

est bien supérieur à celui de l'expropriation, il ne peut donc pas être envisagé en tant que mesure supplémentaire.

### **III.3 MODALITÉS D'ASSOCIATION ET DE CONCERTATION**

La concertation permet au plus grand nombre d'être informé et impliqué dans la démarche d'élaboration du PPRT. Elle vient compléter l'association afin de développer une culture commune du risque par la mise en place d'un dialogue local.

L'association, quant à elle, ne s'adresse qu'à un nombre de personnes ou d'organismes limitativement désignés. Elle consiste en réunions de travail organisées par les services instructeurs des PPRT qui permettent à chacun de ses membres de contribuer aux réflexions, de formuler ou réagir aux propositions.

#### **III.3.1 Concertation**

Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2008 prescrivant l'élaboration du PPRT, la concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées s'est effectuée pendant la durée d'élaboration du projet de PPRT et notamment lors des réunions publiques avec les industriels et riverains concernés les 23 novembre 2011 et 30 janvier 2013. Le bilan de la concertation est joint en [annexe 8].

#### **III.3.2 Association**

Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2008 prescrivant l'élaboration du PPRT, les personnes et organismes associés (POA) pour l'élaboration du PPRT de TOTALGAZ sont :

- la société TOTALGAZ ;
- le maire de la commune de Saint-Hervé ou son représentant ;
- le maire de la commune de L'Hermitage-Loge ou son représentant ;
- le président de la communauté de communes du Pays d'Uzel Près de l'Oust ou son représentant ;
- le président du comité local d'information et de concertation (CLIC) ou son représentant ;
- le président du conseil général des Côtes d'Armor ou son représentant ;

Les principales réunions d'association ont été les suivantes :

- réunions du CLIC les 22 novembre 2005 et 19 juin 2009 ;
- réunions des POA les 15 décembre 2009, 12 mars 2010, 23 novembre 2011 et 17 décembre 2012.

Le compte-rendu des quatre réunions des POA est joint en [Annexe 5].

Ces réunions ont permis à chacun des acteurs d'avoir une information complète sur les aléas et les enjeux ainsi que des pratiques et usages locaux et de recueillir les réflexions de chacun. Les projets de



zonage réglementaire et de règlement ont été présentés.

Les services instructeurs ont proposé aux POA, par rapport au zonage brut de retenir le zonage réglementaire suivant :

- une zone R correspondant à la zone R du zonage brut,
- une zone r correspondant à la zone r du zonage brut comprenant 3 secteurs :
  - **r1** : secteur soumis à l'aléa F+ thermique ( $> 8 \text{ kW/m}^2$  ou  $1\,800 [(\text{kW/m}^2)^{4/3}]\text{s}$ ) et à l'aléa F+ de surpression (intensité  $> 200 \text{ mbar}$ ),
  - **r2** : secteur soumis à l'aléa F+ thermique ( $> 8 \text{ kW/m}^2$  ou  $1\,800 [(\text{kW/m}^2)^{4/3}]\text{s}$ ) et à l'aléa M+ de surpression (intensité de 200 à 140 mbar),
  - **r3** : secteur soumis à l'aléa F+ thermique ( $> 8 \text{ kW/m}^2$  ou  $1\,800 [(\text{kW/m}^2)^{4/3}]\text{s}$ ) et à l'aléa Fai de surpression (intensité de 140 à 50 mbar),
- une zone B correspondant à la zone B du zonage brut,
- une zone b correspondant à la zone b du zonage brut comprenant 3 secteurs :
  - **b1** : secteur soumis à l'aléa Fai thermique (de  $5 \text{ kW/m}^2$  ou  $1\,000 [(\text{kW/m}^2)^{4/3}]\text{s}$  à  $3 \text{ kW/m}^2$  ou  $600 [(\text{kW/m}^2)^{4/3}]\text{s}$ ) et à l'aléa Fai de surpression (intensité de 140 à 50 mbar),
  - **b2** : secteur soumis à l'aléa Fai thermique (de  $5 \text{ kW/m}^2$  ou  $1\,000 [(\text{kW/m}^2)^{4/3}]\text{s}$  à  $3 \text{ kW/m}^2$  ou  $600 [(\text{kW/m}^2)^{4/3}]\text{s}$ ) et à l'aléa Fai de surpression (intensité de 50 à 20 mbar),
  - **b3** : secteur soumis à l'aléa Fai de surpression (intensité de 50 à 20 mbar).

En ce qui concerne les mesures foncières, ils ont proposé de retenir l'expropriation des biens situés en zone R et le délaissement pour les biens situés en zone r.

Le principe d'une maîtrise de l'urbanisation stricte dans les zones R et r, et d'autorisation dans les zones B et b sous réserves de dispositions constructives répondant à des objectifs de performance au regard des effets des phénomènes dangereux pour lesquels le niveau d'aléa engendre l'exigence de prescriptions.

Quant aux mesures relatives à l'aménagement des constructions existantes, la réalisation de travaux de renforcement du bâti pour atteindre l'objectif de performance fixé est obligatoire dans la limite du coût de 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien avant l'intervention de l'arrêté prévu à l'article R. 515-40 du Code de l'Environnement, ni, en tout état de cause :

- « 20 000 €, lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique ;
- « 5 % du chiffre d'affaires de la personne morale l'année de l'approbation du plan, lorsque le bien est la propriété d'une personne morale de droit privé ;
- « 1 % du budget de la personne morale l'année de l'approbation du plan, lorsque le bien est la propriété d'une personne morale de droit public. ,.

Au-delà de ces valeurs, les travaux complémentaires sont recommandés.

### III.4 STRATÉGIE

La « stratégie du PPRT » est une phase prépondérante de la démarche d'élaboration du plan, qui s'appuie sur l'ensemble des éléments recueillis ou caractérisés lors de la séquence d'étude technique. La superposition des aléas et des enjeux apporte les informations nécessaires aux acteurs concernés afin de choisir les différentes orientations du plan.

L'objectif de la stratégie du PPRT est de conduire, avec les personnes et organismes associés, à la mise en forme partagée des principes de zonage et à l'identification des alternatives et solutions possibles en matière de maîtrise de l'urbanisation.

Aussi, la méthodologie proposée par les services instructeurs pour la phase de stratégie, notamment en réunion des POA, a été la suivante :

- présentation du zonage brut, des principes minimaux de réglementation et des modalités de maîtrise de l'urbanisation prévues par le code de l'environnement ;
- proposition d'orientations pour le zonage réglementaire et le règlement, en mettant en évidence les alternatives ouvertes à la discussion dans le cadre de la stratégie du PPRT ;
- formalisation du projet de PPRT sur ces bases, après modifications éventuelles pour tenir compte des échanges menés en phase d'association et de concertation, dans les limites détaillées ci-dessus.

Les projets de plan de zonage réglementaire et de règlement présentés aux POA n'ont pas fait l'objet d'observation particulière.

A l'issue des réunions publiques avec les riverains, les projets de plan de zonage réglementaire et de règlement ont fait l'objet d'une proposition par rapport à l'habitation située en zone R (enjeu n° 24), prévue initialement en secteur d'expropriation et transférée en secteur de délaissement.

Certains riverains ont exprimé une opposition plus générale à la présence de l'entreprise sur ce territoire, aux contraintes induites, et au fait que les coûts financiers pour la protection du bâti seraient à leur charge. Il est à signaler que le crédit d'impôt alloué pour la réalisation de travaux de protection sur une résidence principale, fixé au niveau législatif, a évolué significativement ces dernières années et une convention entre industriels et association de maires a permis de compléter le dispositif.

### ***III.5 ZONAGE RÉGLEMENTAIRE***

La délimitation des zones réglementaires résulte de l'application des principes de réglementation énoncés dans le guide méthodologique d'élaboration des PPRT, de l'objectif de protection des personnes et des choix arrêtés à l'issue de la phase de stratégie.

Le zonage réglementaire permet de représenter spatialement les secteurs visés dans le règlement du PPRT et constitue l'aboutissement de la réflexion engagée avec les différents acteurs associés à la démarche. Il délimite :

- le périmètre d'exposition aux risques ;



- les zones dans lesquelles sont applicables :

- des interdictions ;
- des prescriptions ;
- et/ou des recommandations.

- les secteurs d'expropriation ou de délaissement.

#### III.5.1 Périmètre d'exposition aux risques

Dans le cas du PPRT mis en place autour du site de TOTALGAZ à Saint-Hervé, le périmètre d'exposition aux risques correspond à la zone enveloppe de la cartographie des aléas. Il est plus restreint que le périmètre d'étude défini dans l'arrêté de prescription.

Le périmètre d'exposition aux risques est représenté sur le plan de zonage réglementaire et correspond au périmètre réglementé par le PPRT. Ce périmètre ne doit pas être considéré comme une barrière étanche aux risques : en effet, il résulte d'hypothèses et est tributaire des incertitudes inhérentes à toute modélisation. Par ailleurs, les effets de projection n'ont pas été pris en compte. Aussi, les donneurs d'ordre, dans un cadre réglementaire non contraignant, doivent veiller à maîtriser la vulnérabilité des projets d'aménagement en périphérie de ce périmètre d'exposition aux risques.

#### III.5.2 Délimitation des zones réglementaires [Carte 4]

Les zones sont définies en fonction des mesures à prendre pour limiter les conséquences des effets en cas d'accidents majeurs. Elles donnent lieu à des prescriptions et des interdictions.

Le zonage réglementaire comporte quatre zones :

- **zone rouge « R »** concernée par un niveau "Très Fort" (TF) d'aléa thermique et des niveaux "Fort plus" (F+), "Moyen plus" (M+) et "Faible" (Fai) d'aléa de surpression : interdiction stricte de construire tout nouveau projet,
- **zone rouge clair « r »** comprenant 3 secteurs concernée par un niveau "Fort plus" (F+) d'aléa thermique et des niveaux "Fort plus" (F+) pour le secteur r1, "Moyen plus" (M+) pour le secteur 2 et "Faible" (Fai) pour le secteur r3 d'aléa de surpression : interdiction de construire tout nouveau projet,
- **zone bleue « B »** concernée par un niveau "Moyen plus" (M+) d'aléa thermique et un niveau "Faible" (Fai) d'aléa de surpression : autorisation de construire possible en faible densité sous réserve de ne pas augmenter la population exposée au risque de façon notable,
- **zone bleue claire « b »** comprenant 3 secteurs concernée par un niveau "Faible" (Fai) d'aléa thermique et d'aléa de surpression: autorisation de construire à l'exception des établissements recevant du public (ERP) difficilement évacuables.

La zone grisée correspond au périmètre de l'installation relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Le règlement du PPRT comprend des prescriptions spéciales pour cette zone afin de permettre l'exploitation du site sans augmentation des risques à l'extérieur du site.

### III.5.3 Secteurs d'expropriation ou de délaissement

En zones réglementaires R et r, il est institué :

- **un secteur d'expropriation** pour le restaurant (enjeu n° 23), établissement recevant du public,
- **des secteurs de délaissement** pour trois habitations (enjeux n° 18, 20 et 24) et pour le bâtiment d'activité à caractère industriel (entrepôt - enjeu n° 25 en partie).

De plus, l'article L.211-1 du code de l'urbanisme autorise les communes à exercer leur droit de préemption sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques.

## **III.6 RÈGLEMENT**

Les dispositions réglementaires ont pour objectif la salubrité, la santé et la sécurité de la population en agissant :

- d'une part, sur la réduction de la vulnérabilité des personnes déjà implantées à proximité du site industriel soit par mise en œuvre de mesures foncières (expropriation ou délaissement), soit par renforcement des bâtiments,
- d'autre part, sur la maîtrise du développement de l'urbanisation future.

Dans le cas de la société TOTALGAZ, on peut souligner les orientations suivantes :

- interdiction de toute nouvelle construction destinée à accueillir des personnes (habitation ou activité) dans les zones non encore urbanisées ;
- expropriation ou délaissement des bâtis à proximité immédiate du site à l'origine du risque, étant donné les effets très graves auxquels ces biens sont susceptibles d'être soumis ;
- prescription obligatoire de mesures de protection des personnes pour le reste du bâti existant dans la limite de 10% de la valeur vénale du bien, 20 000 € lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique ou 5 % du chiffre d'affaires pour une société complétée par des recommandations pour répondre aux objectifs de performance fixés.

L'ensemble de ces mesures permettant d'encadrer l'urbanisation est défini dans le règlement du PPRT constitué de la manière suivante :

### **– Titre I - Portée du PPRT – Dispositions générales**

Le titre I fixe le champ d'application du PPRT et les principes ayant conduit aux dispositions qui y figurent.

### **– Titre II - Règles d'urbanisme régissant les projets nouveaux ou les projets concernant les biens et activités existants**

La réglementation des projets est destinée à maîtriser l'urbanisation nouvelle, les extensions ou le changement de destination soit en interdisant, soit en imposant des restrictions justifiées par la volonté de :

- limiter la capacité d'accueil et la fréquentation, et par conséquent la population exposée ;
- protéger en cas d'accident par des règles de construction.



– **Titre III – Règles particulières de constructions régissant les projets nouveaux ou les projets concernant les biens et activités existants autorisés en vertu du titre II**

Pour les projets nouveaux, les extensions et aménagements de biens existants, des objectifs de performance du bâti sont fixés afin d'assurer la protection des populations selon les zones réglementaires définies par zones r (r1, r2, r3), B et b (b1,b2,b3).

– **Titre IV - Mesures foncières**

Le secteur d'expropriation concerne un restaurant et les secteurs de délaissement concernent trois habitations et un entrepôt en zones R et r3.

– **Titre V - Mesures de protection des populations**

Cette partie expose :

- les mesures relatives à l'aménagement des constructions existantes :  
Pour le bâti existant en zones B et b, prescription obligatoire de travaux de renforcement du bâti dans la limite de 10 % de la valeur vénale du bien, 20 000 €, lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique ou 5 % du chiffre d'affaires pour une société, complétée par des recommandations pour répondre aux objectifs de performance fixés selon la zone (B et b) ainsi que pour les bâtis situés en zone R et r3 pour lesquels le propriétaire ne demande pas à bénéficier du droit de délaissement.
- les mesures de sauvegarde et d'information des populations :
  - mesures relatives à l'utilisation du sol concernant les zones R et r (infrastructures routières ou ferroviaires, rassemblement, stationnement),
  - mesures relatives à l'information (réunions d'information, signalisation, document d'information communal sur les risques majeurs, plan communal de sauvegarde).

### **III.7 CAHIER DE RECOMMANDATIONS**

Dans toute la zone exposée au risque technologique, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux, et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions, installations et activités existantes à la date de publication du présent document devra être saisie.

Les recommandations préconisées n'ont pas de portée prescriptive. Leur mise en œuvre est laissée à la libre appréciation de chaque propriétaire. Elles permettent d'apporter des éléments d'information ou de conseil relatifs à des mesures de nature à réduire la vulnérabilité des biens et des installations existants.

Elles s'appliquent aux parties de territoire du zonage réglementaire du PPRT de l'établissement TOTALGAZ implanté sur la commune de Saint-Hervé situées :

- dans les secteurs b1 et b2 pour les projets nouveaux ou les projets concernant les biens et activités existants pour lesquels le niveau d'aléa faible pour l'effet thermique n'engendre pas de

prescriptions,

- dans toutes les zones réglementaires pour l'aménagement des constructions existantes où certaines recommandations peuvent venir compléter les mesures de protection des populations prescrites dans la limite de 10 % de la valeur vénale du bien concerné, 20 000 €, lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique ou 5 % du chiffre d'affaires pour une société.

Pour lever toute ambiguïté sur l'interprétation entre les prescriptions et les recommandations selon les secteurs d'application, il convient de se référer au règlement qui précise secteur par secteur ce qui est applicable en tant que prescriptions et tant que recommandations.

## **IV APPROBATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)**

Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de TOTALGAZ comprend :

- la présente note de présentation et ses annexes,
- la cartographie des aléas,
- la cartographie du zonage réglementaire,
- le règlement
- le cahier de recommandations.

### ***IV.1 BILAN DE LA CONCERTATION***

Le bilan de la concertation est joint en [annexe 8]. Ce bilan a été arrêté au 15 avril 2013, correspondant à la fin de la période de concertation avant communication du projet de PPRT aux personnes et organismes associés puis enquête publique.

### ***IV.2 SYNTHÈSE DES AVIS DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES***

En application des articles L.515-22 et R.515-43-II du code de l'environnement, le projet de PPRT a été soumis, avant enquête publique, pour avis sous un délai de 2 mois aux personnes et organismes associés (POA) constitués :

- de la société TOTALGAZ ;
- du Maire de la commune de Saint-Hervé ou son représentant ;
- du Maire de la commune de l'Hermitage Lorge ou son représentant ;
- du Président de la Communauté de communes du Pays d'Uzel-près-l'Oust ou son représentant ;
- du Comité Local d'Information et de Concertation ou son représentant ;
- du Président du Conseil Général des Cotes d'Armor ou son représentant.

Les avis exprimés par les POA en réponse au courrier de saisine de la préfecture des Cotes d'Armor daté du 23 avril 2013 sont joints en [annexe 9]. Une synthèse de ces avis est présentée ci-dessous ainsi que les éléments de réponse pouvant y être apportés [en l'état des textes réglementaires applicables à cette période de traitement du dossier, antérieure à la loi dite DDADUE du 16 juillet 2013] pour ce qui



relève de la compétence des services de l'État :

#### IV.2.1 Etablissement TOTALGAZ

Par lettre du 10 juin 2013, l'Etablissement TOTALGAZ souhaite apporter plusieurs remarques en soulignant qu'elles sont de deux ordres : « *Tout d'abord sur le fond, nous nous interrogeons, sur le bien fondé d'un PPRT dont les zones aléas sont déterminées avec des quantités de gaz correspondantes à un site SEVESO niveau bas et qui deviendra caduc à l'horizon 2015. De ce fait, nous estimons que ces études ne pourront pas aboutir à des mesures foncières et que leur poursuite est inutile car elle coûte à la collectivité (études de vulnérabilité, etc...) et à l'exploitant en terme de temps.*

*Cependant nous tenons à rappeler que la volonté de Totalgaz est de rester au-dessus de 200 T pour mettre en œuvre les mesures foncières du PPRT. C'est pour cela qu'une étude a été transmise, sans être prise en compte. De ce fait, nous souhaitons que l'avis suivant soit annexé à l'enquête publique :*

*« Une quantité de 210 T dans la sphère et 81 T dans 9 camions PP stockée sur le site n'aggrave pas les risques car le nombre d'enjeux touchés (par rapport à un site à 200T) reste le même et nous souhaitons donc un règlement PPRT basé sur les dites quantités ».*

*Sur la forme le choix entre prescriptions et recommandations aurait dû être laissé à l'appréciation (et voté) des POA. Nous vous signalons également qu'entre la page 36 de la note de présentation et la page 16 du règlement, les choix entre les zones de prescriptions et de recommandations sont peu clairs. Nous souhaitons donc que ces points soient repris et réexpliqués de manière plus précise afin qu'ils ne puissent être source de confusion dans le futur. »*

#### → réponse de l'administration :

Sur le premier point relatif au bien fondé d'un PPRT dont les zones aléas sont déterminées avec des quantités de gaz correspondantes à un site SEVESO niveau bas et qui deviendra caduc à l'horizon 2015, la Préfecture des Côtes d'Armor a interrogé le ministère qui a confirmé la poursuite de l'instruction de ce PPRT en prenant en référence le tonnage de 200 tonnes en application de l'article R.515-41-1.1° du code de l'environnement : « *Il peut être tenu compte, pour la délimitation des périmètres, zones et secteurs et pour la définition des mesures qui y sont applicables, des travaux et mesures déjà prescrits aux exploitants en application des articles L.512-3 et L.512-5, ou des articles 79 et 83 du code minier, dont le délai de réalisation est inférieur à cinq ans* » ainsi que des mesures prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article L.515-16 ».

Sur le second point relatif à la volonté de la société Totalgaz de rester au-dessus de 200 t pour mettre en œuvre les mesures foncières du PPRT en indiquant qu'une étude a été transmise, sans être prise en compte. L'administration compte tenu des difficultés rencontrées avec la société Totalgaz pendant l'année 2012 pour définir un tonnage n'affectant aucun nouvel enjeu par rapport à la configuration à 200 tonnes a décidé de mettre un terme aux débats, tout en indiquant que l'examen des nouvelles propositions de tonnages seraient examinées mais que la priorité serait donnée à l'instruction du PPRT sur une base de 200 tonnes.



Sur le troisième point relatif au choix entre prescriptions et recommandations, l'administration rappelle qu'elle a fait au cours des débats des propositions et soumis ces propositions à débat lors des réunions POA. Ces propositions ont été validées en réunion POA dans la mesure où elles n'ont pas fait l'objet de propositions alternatives. Quant au vote, il a été sollicité à plusieurs reprises tant en configuration POA que CLIC.

Concernant les demandes de modifications du projet de règlement et du cahier de recommandations, les services de l'État trouvent le texte explicite. Toutefois, à l'issue de l'enquête publique, si cette partie fait également l'objet de remarques, une nouvelle rédaction sera proposée.

#### IV.2.2 Mairie de Saint-Hervé

Par lettre datée du 14 juin 2013, la mairie de Saint-Hervé a transmis son avis sur la fond et la forme :  
« **Avis sur le fond :**

*La démarche de la mise en place d'un PPRT autour de l'établissement de Totalgaz (Z.I. de Saint-Hervé), relatif à la prévention des risques technologiques et naturels, s'appuie sur la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003. Son objectif est de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé. Un cadre légal sera établi pour mieux encadrer l'urbanisation future, en limitant l'apport de nouvelles populations. Le PLU de Saint-Hervé, en cours de révision à l'heure actuelle, sera bien évidemment impacté par les mesures. Mais l'urbanisation future ne sera autorisée qu'en centre bourg, loin des périmètres d'exposition aux risques.*

*Par contre, pour le bâti existant en zones B et b, la prescription obligatoire imposera des travaux de renforcement dans la limite de 10 % de la valeur vénale du bien, complétée par des recommandations pour répondre aux objectifs de performance fixés selon la zone. Les délais des travaux seront de 4 ans, alors que le site ne sera plus soumis au PPRT !!! Des financements seront possibles (à hauteur de 50 %) chez les particuliers riverains, avec un crédit d'impôt fixé dorénavant à 40 % (assiette de 20 K€ pour un couple). Mais rien pour les industriels, ce qui n'est pas acceptable en soi.*

*Les mesures foncières proposées en zones R et r, à savoir expropriations et délaissements, semblent être malheureusement les seules solutions possibles. Il faut garder quand même à l'esprit que, bien que l'on ne parle que « des biens », ce sont avant tout des hommes et des femmes qui subiront ces mesures. Ne pourrait-on pas mieux les accompagner psychologiquement et financièrement et faire « un peu plus » pour ces personnes qui abandonneront tout, après dans la plupart des cas, toute une vie de labeur ?*

*Les terrains nus de la zone industrielle de la Communauté de Communes du Pays d'Uzel en attente de viabilisation (environ 20 hectares en zone à risque b) sont à plus de 50 % concernés par le PPRT. Bien que les entreprises puissent venir s'y implanter (à l'exception des ERP), les coûts des travaux supplémentaires d'installation freineront de facto les candidats potentiels.*

**Avis sur la forme :**



*J'aurais plusieurs remarques à formuler :*

**1 – Projet de règlement :**

*Chapitre III – Disposition d'urbanisme à la zone B (page 12) :*

*« Les extensions mesurées des habitations existantes, etc... » : l'intitulé est flou et incompréhensible surtout avec le renvoi de l'astérisque (\*) - Demande : formuler les autorisations sous une forme plus claire.*

*Titre IV- Mesures foncières (page 17) :*

*Echéancier plus détaillé pour les expropriations et les délaissements décrits : définir un calendrier à partir de l'expropriation (Ex1), délaissements (De1 et De3), etc... avec les signatures de conventions (délais), les recours, etc ...*

*Chapitre II – Mesure de sauvegarde et d'information des populations (page 20) :*

- *Mesure relatives à l'utilisation du sol en zones R et r couvertes par le PPRT :*
  - *Qui doit prendre les mesures obligatoires d'interdictions dès la date d'approbation du PPRT (voies, infrastructures, voie ferrée, stationnement, etc...) ? Ceci doit être du ressort de l'autorité prescrivant le PPRT, c'est-à-dire la Préfecture.*
  - *Je demande que le dispositif signalétique réglementaire pour le stationnement dans la zone R ne soit pas à la charge de la commune de Saint-Hervé.*
- *Mesures relatives à l'information de la population sur l'ensemble des zones couvertes par le PPRT :*
  - *Qui doit mettre en place la mesure obligatoire de signalisation de danger à destination du public traversant le périmètre d'exposition ?*
  - *Si tel était le cas, je demande que ce dispositif ne soit pas à la charge de la commune de Saint-Hervé.*
- *Lexique (page 22) : expliciter les définitions « expropriation », délaissement », « délaissement obligatoire », « autre délaissement ».*

**2 – Cahier de recommandations :**

- *Recommandations de protection des populations relatives aux projets nouveaux (pages 3 à 5) :*
  - *Les différents cahiers des prescriptions techniques (secteurs et zones) devront-ils être fournis par la commune à chaque demande (P.C. ou D.T.) ou à la charge du pétitionnaire ?*

**→ réponse de l'administration :**

Sur le premier point relatif à l'urbanisation, l'administration tient à faire remarquer la très nette diminution des zones à risques par rapport à la situation avant l'élaboration de ce PPRT qui va



permettre à la commune de disposer de zones libérées de toute contrainte. Ceci s'explique par la réduction du risque à la source mise en œuvre par la société Totalgaz.

Sur le délai de réalisation des travaux et le fait que le PPRT ne soit éventuellement pas pérenne, l'administration retient que ce délai a fait l'objet de plusieurs débats. La proposition qui a été faite de retenir un délai s'inscrit dans le cadre des dispositions régulièrement prévues dans les PPRT. Rien n'interdit à la commune de Saint-Hervé de faire une contre proposition visant un autre délai si elle l'estime nécessaire pour assurer une meilleure sécurité de ses administrés.

Concernant le fait qu'aucune aide ne soit prévue pour la réalisation des études et des travaux pour les industriels, une réponse a été donnée lors de la réunion de CLIC du 14 mai 2013. A ce jour, il n'existe pas d'aides publiques au financement des études de vulnérabilité et les travaux de renforcement pour les entreprises.

Sur le point relatif à l'accompagnement financier, l'accompagnement financier des personnes est régi par des dispositions légales.

Concernant les demandes de modifications du projet de règlement et du cahier de recommandations, les services de l'État trouvent le texte explicite. Un contact sera pris avec la Mairie pour comprendre les difficultés et adapter le texte.

Sur l'échéancier plus détaillé pour les expropriations et les délaissements décrits, le calendrier dépend de la signature de la convention de financement. En cas de désaccord des partenaires, le financement sera assuré dans un délai d'un an à partir de l'approbation du PPRT. Il n'appartient qu'aux trois partenaires d'accélérer la démarche. Pour la partie « État », les fonds seront rapidement mobilisables. La priorité sera donnée à la démarche d'expropriation, puis aux démarches de délaissement. Certaines décisions relèvent de la commune de Saint-Hervé (notamment le dossier de DUP associé à l'expropriation ou encore la délibération instaurant le droit de délaissement). Toutefois, l'État proposera de fournir davantage d'explications à ce sujet en parallèle des réunions de financement.

Sur les mesures obligatoires d'interdictions dès la date d'approbation du PPRT (voies, infrastructures, voie ferrée, stationnement, etc...), elles relèvent de l'autorité compétente pour le domaine concerné (CG ou communes pour les routes suivant leur nature, SNCF/RFF pour les voies ferrées par exemple) Si les terrains appartiennent à la commune, le dispositif signalétique réglementaire pour le stationnement dans la zone R sera à la charge de la commune.

Pour la fourniture des cahiers des prescriptions techniques (secteurs et zones) : Ces documents seront consultables et téléchargeables sur internet. C'est effectivement le porteur de projet qui doit vérifier le respect de son projet au règlement du PPRT. La commune peut lui fournir les documents si elle le souhaite ou a minima renvoyer vers le site internet qui comporte toutes les informations. Ce site sera communiqué dans l'arrêté d'approbation du PPRT.

#### IV.2.3 Collège « riverains » dans le cadre du CLIC

Par message électronique du 3 juin 2013, la société REI ayant mandat au sein du CLIC en tant collège des riverains industriels a transmis l'avis suivant : « *Nous convenons, vu l'existence du risque lié à la présence de l'activité de Total Gaz, de l'intérêt de ces mesures de prévention, par contre, nous émettons les réserves suivantes et vous remercions de les intégrer au PPRT définitif avant la*



soumission à l'enquête publique.

*Ces réserves ont pour but de permettre de maintenir une activité industrielle pérenne et concurrentielle sur la zone pour les entreprises en place et ne bénéficiant à ce jour d'aucune proposition ou choix ( zones b et B) et donc subissant complètement cette situation liée à la présence d'un seul autre industriel.*

1. *Merci de nous préciser les phrases suivantes :*

*« ne pas augmenter la population exposée en dehors des limites du site à l'origine du risque » pour la zone « b ».*

*Nous considérons qu'à partir du moment où l'industriel respecte les préconisations de construction décrites, nous ne pouvons subir cette contrainte supplémentaire ; Les politiques nous ont toujours affirmé que nous ne serions pas limités sur ce point si nous restions sur la zone.*

2. *Nous demandons la prise en charge du surcoût imposé aux industriels de ces zones B et b ; selon le PPRT, nous sommes obligés de faire réaliser une étude de vulnérabilité et des travaux de renforcement sur les bâtis et n'avons aucune autre alternative. Ces travaux, conséquents pour les petites structures que nous sommes, doivent pouvoir être pris en charge par Total Gaz responsable de cet état de fait et de taille et moyens beaucoup plus conséquents.*

3. *De même, nous demandons la prise en charge du surcoût imposé en cas de nécessité de construction ; nos entreprises doivent pouvoir rester compétitives pour être viables.*

*Un autre de nos sites est sur un même type de zone à BREST, et l'entreprise responsable ( PRIMAGAZ) prend en charge tous les surcoûts imposés aux industriels en place.*

→ **réponse de l'administration :**

Sur le premier point, la phrase citée est celle des principes que le règlement pose. La règle de construction en zone b permet les extensions sous réserve de respecter les prescriptions sur le bâti permettant la protection à l'aléa.. Nous proposons d'insérer un article I pour marquer la différence entre les principes et la règle d'urbanisme. Le principe reste dans le règlement car il permet de guider le choix d'un porteur de projet, notamment si une alternative permet de faire un choix d'implantation dans une zone non exposée.

Sur le deuxième point, une réponse a été donnée lors de la dernière réunion. A ce jour, il n'existe pas d'aide publique au financement des études de vulnérabilité et les travaux de renforcement pour les entreprises. L'administration retient que si les industriels estiment que cette prise en charge doit être faite par la société TOTALGAZ, il leur appartient de la solliciter auprès de cette société.

Sur le troisième point, la réponse est identique au second point. Concernant la prise en charge sur le site de BREST, après vérification, il n'est pas prévu que la société PRIMAGAZ prenne en charge les surcoûts imposés aux industriels en place.

#### IV.2.4 Conseil Général des Cotes d'Armor et collège « collectivités territoriales » dans le cadre du CLIC

Par message électronique du 21 juin 2013, Monsieur Loïc Roscouët, Conseiller Général du Canton d'Uzel, ayant mandat au sein du CLIC en tant collègue des collectivités Territoriales a transmis l'avis suivant :

##### Sur la forme :

*La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 est par définition ancienne de 10 ans, et ma première remarque porte sur le fait qu'il faille impérativement aujourd'hui en 2013 respecter le calendrier d'élaboration du projet de PPRT, afin que chaque partie concernée dans et autour de cette zone de St Hervé, sache de quoi son avenir sera fait.*

*Les personnes physiques, morales, ou représentants un groupe, directement concernée par le PPRT, doivent savoir identifier et pouvoir accéder au référent capable de répondre à leurs questions.*

*Le prescripteur; c'est à dire la préfecture doit être maître d'œuvre des mesures obligatoires de signalisation, et des mesures de recommandations de protection de la population.*

##### Sur le fond :

*Bien définir et expliquer les termes délaissement et expropriation. Pour les personnes expropriées, tous les paramètres d'indemnisation doivent être pris en compte: tant pour la perte d'exploitation, que du manque de possibilité de se développer depuis la loi en vigueur.*

*Face à une des priorités qu'est actuellement l'emploi, il n'est pas acceptable que les mesures de renforcement qui seront imposées aux entreprises, soient entièrement à leur charge. Il s'agit là d'un frein à leur développement et par conséquence à la création d'emplois.*

*Prendre en compte les enjeux de développement du centre Bretagne, dans lequel sont engagés au profit de toute la population, les acteurs économiques, les collectivités locales, les associations, et ne pas impacter les moyens de communication, en particulier le réseau routier et la voie ferrée.*

##### → réponse de l'administration :

Sur l'identification et l'accès à un référent capable de répondre aux questions des personnes physiques, morales, ou représentants un groupe, directement concerné par le PPRT, la préfecture a mis en place sur son site Internet un espace dédié à ce PPRT permettant d'identifier les personnes pouvant être



contactées. M. QUILLIOU a été mentionné à plusieurs reprises comme étant le référent de ce dossier à la Préfecture.

Sur le prescripteur des mesures obligatoires de signalisation et des mesures de recommandations de protection de la population, la préfecture est en charge du suivi de ces mesures. Mais, celles liées au code de la construction ont été décentralisées aux collectivités qui ont la charge de leur application. (notamment les signalisations relevant de la commune ou la partie RD700 relevant du CG22).

Sur la définition des termes délaissement et expropriation, il a été mis en ligne sur le site Internet de la préfecture au niveau de l'espace dédié à ce PPRT un document « questions/réponses » qui définit avec précision ces éléments. Les paramètres d'indemnisation sont définies par la loi. Ils prennent en compte les éléments tels que la perte d'exploitation, mais pas la perte liée à la possibilité de se développer depuis la loi en vigueur.

Sur le fait qu'aucune aide ne soit prévue pour la réalisation des études et des travaux pour les industriels, une réponse a été donnée lors de la réunion de CLIC du 14 mai 2013. A ce jour, il n'existe pas d'aides publiques au financement des études de vulnérabilité et les travaux de renforcement pour les entreprises. Il appartient au besoin aux élus locaux de faire état de cette situation auprès des leurs représentants à l'Assemblée Nationale et au Sénat pour faire évoluer la législation.

Sur le dernier point, les enjeux du développement du centre Bretagne, et en particulier des moyens de communication, et en particulier du réseau routier et de la voie ferrée ont été intégrés à ce stade dans le règlement. Une fois le PPRT approuvé, les projets devront intégrer les contraintes du PPRT.

#### IV.2.5 CLIC

Lors de la réunion du CLIC du 14 mai 2013, le CLIC s'est prononcé favorablement au projet de PPRT présenté lors la réunion. Le déroulement de ce CLIC est développé dans le compte-rendu consultable sur le site internet de la Préfecture [annexe 10].

### IV.3 ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier d'enquête publique comprend le projet de PPRT, l'estimation des mesures foncières jointe, le bilan de la concertation et les avis émis par les personnes et organismes associés.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de PPRT, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté préfectoral dans un délai de trois mois, prorogeable par arrêté motivé, à compter de la réception en préfecture du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

#### IV.3.1 Déroulement de l'enquête publique

##### Prescription

Par décision en date du 14 mai 2013, le président du tribunal administratif de Rennes a désigné en qualité de commissaire enquêteur M. Henri DERNIER. L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral du 29 mai 2013 et s'est déroulée du 25 juin au 26 juillet 2013 inclus sur le territoire des

### Permanences

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences en mairie de Saint-Hervé aux dates et horaires suivants :

- mardi 25 juin 2013 de 14 h 00 à 18 h 00,
- mercredi 3 juillet 2013 de 14 h 00 à 18 h 00,
- mercredi 10 juillet 2013 de 14 h 00 à 18 h 00,
- lundi 15 juillet 2013 de 14h00 à 18h00,
- mardi 23 juillet 2013 de 14h00 à 18h00,
- vendredi 26 juillet 2013 de 14h00 à 17h30,

Un registre a été mis à disposition en mairie de l'Hermitage Lorge.

### Réception du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur

Le commissaire-enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions, accompagnés du registre d'enquête, le 19 août 2013. Ils sont joints en [annexe 11].

### Bilan de l'enquête publique

Le commissaire-enquêteur a recueilli 18 observations sur le registre d'enquête dont 10 courriers et courriels. De plus, deux mémoires ont été déposés. Les auteurs en sont :

- des riverains résidant dans le périmètre réglementé du PPRT (3 riverains – 4 contributions),
- la Mairie de Loudéac relative à la circulation du train touristique entre Loudéac et Saint-Brieuc et traversant le zonage du PPRT (1 contribution),
- le conseil général des Côtes d'Armor relative au projet d'aménagement en 2 x 2 voies de la RD 700 traversant le zonage du PPRT (1 contribution)
- l'association Chemins de Fer du Centre Bretagne (CFCB) relative à la circulation du train touristique entre Loudéac et Saint-Brieuc et traversant le zonage du PPRT (1 contribution),
- l'entreprise publique à caractère industriel et commercial Réseau Ferré de France (RFF) relative à la circulation des trains (fret, touristique et voyageurs) (1 contribution),
- la société SOVAPAAC, société implantée dans le périmètre réglementé du PPRT (1 contribution),

### Nature des contributions

Les contributions portent sur les sujets suivants :

- spoliation par rapport à un terrain appartenant à un riverain (réduction de surface, modification du caractère constructible, perte de valeur commerciale) avec demande d'indemnisations en



- réparation des préjudices subis, interrogation sur le fait d'avoir autorisé cette installation ;
- absence de location et difficulté de vente d'un bien appartenant à un riverain avec demande de prise en compte du préjudice moral et financier lors de l'estimation définitive des Domaines ;
- demande de dérogation sans limitation dans le temps par rapport au projet de règlement qui prévoit l'interdiction de l'utilisation de la voie ferrée pour les trains touristiques ;
- possibilité d'un principe d'aménagement de 2 x 2 voies de la RD 700 dans la zone « r » et dans ce cadre demande de faire apparaître de manière homogène dans l'ensemble des zones traversées par la RD 700 la réalisation de travaux d'aménagement des infrastructures routières existantes sous réserve qu'ils n'entraînent pas d'augmentation de la fréquentation ou un allongement substantiel du temps de passage des véhicules dans ces zones, demande d'apport de la notion d'augmentation « substantielle » de la fréquence des véhicules dans les zones considérées ;
- exploitation touristique de la voie ferrée Saint-Brieuc/Loudéac en présentant l'historique et les activités de l'association, le bilan d'exploitation au cours de l'année 2012, les caractéristiques de l'exploitation, la gestion des mouvements (retournement), des exemples d'ordre du jour de circulation, de fiches de trains et de compte-rendus d'exploitation ;
- impact de la disposition prévoyant la suppression de la circulation des trains touristiques sur la voie ferrée reliant Saint-Brieuc à Pontivy, exposition de difficulté en cas de projet de réouverture de la ligne au trafic voyageurs, interrogation sur la proportionnalité de la mesure de limiter la circulation aux trains de frets, demande des éléments permettant de justifier de la probabilité d'occurrence d'accident industriel survenant au passage du train et par rapport aux caractéristiques de la voie et à la fréquence limitée de circulation, rappel que le PPI peut permettre la gestion des circulations et donc de l'interruption du trafic en cas d'accident en se référant à une circulaire ministérielle du 30 mars 2012 qui demande de privilégier le recours aux mesures organisationnelles du PPI dans le cadre des PPRT,
- obligation des entreprises d'assurer la sécurité de leur personnel et donc du caractère peu pertinent de définir un seuil de 10 % de la valeur du bien pour les travaux de protection contre les risques. Financement de ces travaux ainsi que des surcoûts en cas de nouvelles constructions à la charge de l'entreprise, alors que cela devrait être au contraire à la charge du site à l'origine du risque. Non nécessité de maintenir une limitation et une non augmentation de la population exposée aux risques conduisant à une interdiction de tout développement des sociétés implantées dans la zone si respect des préconisations de constructions,
- demande de la date de signature du PPRT, interrogation sur la procédure de délaissement, notamment à qui s'adresser pour cette procédure, sur le montant de l'offre en cas de délaissement et des frais de déménagement, et quand le montant de l'offre sera défini. Demande de prise en compte du délaissement sur l'ensemble des parcelles détenues par un même propriétaire,
- demande sur le pourquoi de la durée de la procédure et de l'exposition aux dangers de la clientèle, de la famille, des amis. Accord sur le fait d'être exproprié, mais demande de savoir quand et du délai pour quitter les lieux, demande sur la possibilité de poursuivre les activités du restaurant dans l'attente de finalisation de la procédure, demande sur la nécessité d'investir pour le fonctionnement du restaurant dans les normes, demande sur la prise en compte des



- investissement déjà effectués. Mention du caractère avorté de plusieurs projets et du préjudice financier important subi et de l'impossibilité de s'engager sur l'avenir,
- transmission d'une fiche sur la circulation ferroviaire des mesures prises par la SNCF en cas d'avis de risque majeur sur le site de la société Totalgaz,
  - caractère regrettable de la prise en compte de l'intégralité de la commune de L'Hermitage-Lorge dans le PPRT, questions soulevées lors des transactions immobilières et du préjudice porté à la commune, interrogation sur le fait de dissocier la partie concernée par le risque du reste du territoire communal

#### IV.3.2 Rapport et conclusions du Commissaire Enquêteur

Le commissaire-enquêteur conclut son rapport du 19 août 2013 par **un avis favorable** sur le projet de PPRT autour des installations de la société TOTALGAZ sur le territoire des communes de Saint-Hervé et L'Hermitage-Lorge , **assorti de six recommandations suivantes** :

- *« **Recommandation n° 1** : Instruire la demande de la société TOTALGAZ d'augmenter le niveau de stockage de gaz sur le site au-dessus du seuil des 200 tonnes selon les aménagements qu'elle propose, sous réserve que le nombre d'enjeux et le niveau d'aléas ne s'en trouvent pas modifiés à la hausse »*
- *« **Recommandation n° 2** : Adapter le règlement du PPRT afin de maintenir le passage des trains touristiques sur la ligne Saint-Brieuc/Loudéac sous réserve que ces trains ne circulent que pendant les périodes d'inactivité du site (weekends et jours fériés), que l'arrêt en gare d'Uzel soit supprimé sauf pour les manœuvres de retournement mais sans passager à bord et qu'une convention soit établie entre Voie Ferrée de France et le gestionnaire de ces trains »*
- *« **Recommandation n° 3** : Veiller à ce que les procédures d'expropriation et les droits à délaissement aboutissent avant août 2015, date à laquelle le site est susceptible de ne plus être soumis aux contraintes du PPRT »*
- *« **Recommandation n° 4** : Préciser dans le règlement du PPRT le nombre limite de personnes pouvant accéder à la discothèque ainsi que les zones de stationnement pour les véhicules »*
- *« **Recommandation n° 5** : S'assurer que le site n'est pas exposé à des risques extérieurs tels que le survol d'aéronefs, l'incendie des bosquets, arbres et cultures environnants »*
- *« **Recommandation n° 6** : Informer autant que faire se peut les propriétaires des bâtiments concernés par les mesures foncières dès que le PPRT aura été approuvé par le Préfet ».*

#### IV.3.3 Analyse des services instructeurs sur les observations recueillies par le commissaire-enquêteur

Concernant les différentes contributions recueillies lors de l'enquête publique, elles ont été reprises par le commissaire-enquêteur dans son procès-verbal adressé à l'administration à l'issue de l'enquête publique. Les éléments de réponse à ces contributions figurent dans le mémoire en réponse qui a été adressé au commissaire-enquêteur. Ce mémoire figure dans les annexes du rapport du commissaire [annexe 11]. Il convient de s'y reporter pour disposer des éléments de réponse à chacune des contributions complétées dans certains cas des demandes additionnelles du commissaire-enquêteur.



#### IV.3.4 Analyse des services instructeurs sur les recommandations du commissaire-enquêteur

Concernant les six recommandations du commissaire-enquêteur, l'analyse des services instructeurs est la suivante

- « **Recommandation n° 1** : Instruire la demande de la société TOTALGAZ d'augmenter le niveau de stockage de gaz sur le site au-dessus du seuil des 200 tonnes selon les aménagements qu'elle propose, sous réserve que le nombre d'enjeux et le niveau d'aléas ne s'en trouvent pas modifiés à la hausse »

→ **réponse de l'administration :**

L'administration instruira cette demande. Cela a été confirmé à la société TOTALGAZ dans un courrier de M. le Préfet en date du 31 octobre 2012. Toutefois, il a été retenu de privilégier l'approbation du PPRT sur la base de l'arrêté préfectoral du 4 août 2010, puis d'engager ensuite la mise en œuvre des mesures foncières par le biais d'une convention tripartite. La priorité a donc été donnée à l'approbation du PPRT et de son application. Au cours des échanges avec la société TOTALGAZ, il a toujours été reconnu l'intérêt de pérenniser ce PPRT en portant la quantité totale de gaz au niveau de votre site au-delà des 200 tonnes. Aussi, les services de l'État confirment que la demande d'augmentation des quantités de gaz tant au niveau de la sphère que de l'espace de stationnement sera examinée. Cet examen sera conduit après la phase d'approbation du PPRT et l'engagement de la mise en œuvre des mesures foncières, et dans les conditions retenues lors de la réunion du 20 janvier 2012 et celles du commissaire-enquêteur, à savoir sans aggravation inacceptable du niveau de risque.

- « **Recommandation n° 2** : Adapter le règlement du PPRT afin de maintenir le passage des trains touristiques sur la ligne Saint-Brieuc/Loudéac sous réserve que ces trains ne circulent que pendant les périodes d'inactivité du site (weekends et jours fériés), que l'arrêt en gare d'Uzel soit supprimé sauf pour les manœuvres de retournement mais sans passer à bord et qu'une convention soit établie entre Voie Ferrée de France et le gestionnaire de ces trains »

→ **réponse de l'administration :**

Afin de répondre à cette demande d'adaptation du règlement du PPRT pour permettre le maintien du passage des trains, et en complément du mémoire en réponse transmis au Commissaire enquêteur, la prise en compte des avis formulés ultérieurement par RFF et CFCB, a conduit à retenir :

- **à titre de prescriptions :**
  - circulation des trains hors période d'activité (fonctionnement) du site TOTALGAZ
  - interdiction d'arrêt de ces trains en gare d'Uzel en configuration « voyageurs » avec :
  - rappel de cette interdiction par panneaux dans les deux sens de circulation à l'approche de la zone PPRT, et notamment au niveau de la gare d'Uzel



- interdiction de manifestation de quelque nature que ce soit par l'association pouvant contribuer à un rassemblement de personnes dans la zone PPRT, et notamment au niveau de la gare d'Uzel

● à titre de recommandations explicites :

- les conditions émises ci-dessus par le commissaire enquêteur, complétées de plusieurs points :
- signature d'une convention entre l'association des chemins de fer du Centre-Bretagne, les services compétents de la SNCF/RFF, et la société TOTALGAZ. Cette convention pourrait indiquer que :
- la circulation de ces trains ne sera possible que lorsque le site de la société TOTALGAZ est fermé et mis en sécurité ;
- l'association s'assure au préalable et systématiquement auprès de la société TOTALGAZ de la fermeture et de la mise en sécurité du site TOTALGAZ lors des passages programmés de ces trains.

Cette recommandation sera notifiée à RFF, CFCB et TOTALGAZ

La société TOTALGAZ avait indiqué qu'elle n'avait pas de remarques concernant les dispositions envisagées en signalant qu'elles peuvent paraître excessives et que cette problématique aurait pu être traitée dans le cadre du PPI.

La société RFF a également fait part de ses remarques en relevant deux points pouvant être pris en compte dans le cadre de la convention et permettant ainsi de limiter l'investissement par la mise en place d'une signalisation.

- « *Recommandation n° 3 : Veiller à ce que les procédures d'expropriation et les droits à délaissement aboutissent avant août 2015, date à laquelle le site est susceptible de ne plus être soumis aux contraintes du PPRT* »

→ **réponse de l'administration :**

L'administration va veiller à ce que les procédures d'expropriation et de délaissement et leur financement aboutissent dans les meilleurs délais et notamment avant août 2015, compte tenu des évolutions potentielles du dossier définitif. Après l'approbation du PPRT, la démarche associée à la convention de financement sera initiée.

Il convient de noter que la mise en œuvre des mesures foncières dépend en très grande partie des collectivités, et notamment de la commune qui est maître d'œuvre de la procédure

La loi dite DDADUE du 16 juillet 2013 est venue modifier le Code de l'Environnement. En effet, désormais, l'article L.515-16-II du Code de l'Environnement prévoit notamment que dans les secteurs de délaissement possibles institués par un PPRT, les propriétaires concernés peuvent mettre en demeure la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme de procéder à l'acquisition de leur bien : la délibération préalable de la collectivité compétente pour instaurer un droit de délaissement dans les secteurs délimités par les PPRT n'est plus requise. De plus, le droit à délaissement est limité dans le temps : il ne peut s'exercer que pendant une durée de six ans à compter de la date de signature de la convention de financement prévue à l'article L. 515-19 ou de la mise en place de la répartition par défaut des



contributions mentionnées à ce même article.

Concernant l'évaluation précise des biens soumis à délaissement établie par le service des Domaines celle-ci ne peut pas figer le montant des indemnisations à verser lors de l'application effective du délaissement par les requérants. Le code de l'environnement (L515-16) précise en effet que la procédure de délaissement instaurée par le PPRT suit les modalités des articles L230-1 et suivants du code de l'urbanisme, lesquelles réglementent notamment la fixation du prix d'acquisition.

Concernant les terrains délaissés, une convention de gestion de ces terrains (démolition des bâtiments comprises) devra être signée dans un délai d'un an après l'approbation du PPRT entre la commune et l'exploitant à la source du risque, en application du Code de l'Environnement.

- *« Recommandation n° 4 : Préciser dans le règlement du PPRT le nombre limite de personnes pouvant accéder à la discothèque ainsi que les zones de stationnement pour les véhicules »*

**réponse de l'administration :**

La limitation du nombre des personnes pouvant accéder à la discothèque est régie par une autre législation. Les zones de stationnement ont été définies, notamment au niveau des zones les plus dangereuses où le stationnement sera désormais interdit. Toutefois, la prescription de cette mesure dans le cadre du PPRT ne suffit pas pour sa mise en œuvre, elle doit s'accompagner d'une prise de décision (arrêté) de l'autorité chargée des services de voiries (L.411-6 du Code de la Route) pour la mise en œuvre de cette signalisation. Un courrier de notification du Préfet sera rédigé en ce sens.

- *« Recommandation n° 5 : S'assurer que le site n'est pas exposé à des risques extérieurs tels que le survol d'aéronefs, l'incendie des bosquets, arbres et cultures environnants »*

**réponse de l'administration :**

Ces différents risques ont déjà été examinés dans l'étude de dangers. Le risque de survol par des aéronefs n'a pas été retenu compte tenu de la distance par rapport aux aéroports et aéroports. Les chutes d'avion hors des zones de proximité d'aéroport ou aéroport, c'est-à-dire à plus de 2000 mètres de tout point des pistes de décollage et d'atterrissage ne sont pas à retenir (circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003).

Le risque d'incendie des bosquets, arbres et cultures environnants le site est faible, les installations de stockage, de chargement et de déchargement de gaz sont implantées à des distances importantes de ces sources potentielles d'incendie, les flux thermiques générés ne seraient pas suffisants pour mettre en danger les installations de la société TOTALGAZ.

- *« Recommandation n° 6 : Informer autant que faire se peut les propriétaires des bâtiments*



→ **réponse de l'administration :**

L'information de l'approbation du PPRT sera portée à la connaissance des riverains concernés par les mesures de délaissement et d'expropriation dans les meilleurs délais après la signature du PPRT par M. le Préfet. Avant toute mise en œuvre d'une mesure foncière, le PPRT doit être approuvé et la convention de financement signée ou la répartition par défaut des contributions mise en place (L 515-19 du CE).

**IV.3.5 Avis et conclusions des services instructeurs**

Les observations recueillies lors de l'enquête publique constituent principalement des questions sur la mise en œuvre du PPRT, hormis le cas de la circulation du train touristique et de la route départementale.

**IV.3.5.1 Le train touristique**

L'analyse effectuée relative à une demande de maintien de la circulation du train touristique permet sous la réserve d'une absence de fonctionnement concomitant des deux activités de lui réserver une suite favorable. Cette suite favorable est toutefois conditionnée à la suppression de l'arrêt en gare d'Uzel afin d'atténuer les risques en application du principe fondamental de réduction du risque à la source. Dès lors que l'installation de stockage de gaz est à l'arrêt et donc mise en sécurité, le passage du train dans les zones à risques devient possible, sous réserve des prescriptions formulées dans le règlement.

**IV.3.5.2 La route départementale RD 700**

Elle est soumise à plusieurs zones :

r et plus particulièrement r3 (dangers très graves, aléa F+ thermique transitoire (notamment nuage de gaz à cinétique rapide), aléa Fai Surpression),

B (dangers graves, aléa M+ thermique transitoire, aléa Fai surpression),

b (aléas faibles Surpression et effets thermiques transitoires).

Le PPRT a vocation à prescrire (art L.515-16.IV du CE) «les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation de constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du Plan».

Les mesures préconisées sur l'infrastructure routière sont parfaitement similaires aux préconisations en matière d'urbanisme (bâti) : la réglementation étant très stricte sur les mesures concernant le bâti futur (guide méthodologique PPRT).



Les éléments de doctrine, compte tenu du trafic «faible» pour la RD 700 (10 000 veh/j max ; 1000 veh/h max) et du niveau de risque ne justifient pas de prescrire des mesures de réduction du risque.

Par ailleurs, en dehors de la zone r et d'une partie de la zone B, des mesures organisationnelles ont été recherchées en vue d'une prise en compte dans le cadre du PPI, compte tenu des délais de survenue du BLEVE.

Dans le cadre d'un aménagement, et en cohérence avec la position concernant la RD700 existante, le règlement du PPRT ne prévoit pas la réalisation de protection, s'il n'y a pas augmentation du trafic.

Pour autant, il n'est pas acceptable d'augmenter la population exposée compte tenu du risque : le règlement prévoit une disposition ne laissant tolérer les aménagements qu'à condition de ne pas augmenter le trafic.

Cependant, le Conseil général 22 a inscrit «l'aménagement» à 2x2 voies de la RD 700 dans le Schéma des Transports Intelligents des Côtes d'Armor, et s'est manifesté durant l'enquête publique.

Cet aménagement concerne un doublement de la voie actuelle, et s'inscrit dans le futur zonage réglementaire du PPRT en phase de rédaction finale à l'issue de l'Enquête Publique (3e trimestre 2013).

En l'état actuel de cet «avant-projet sommaire» (mise à 2X2 voies Uzel- place d'Epine, réalisation 2025), une réunion de présentation de ce dernier s'est tenue le 14 février 2014. Il y a lieu de s'interroger sur une possible augmentation du trafic et du nombre de personnes exposées sur le long terme.

Ainsi, en cohérence avec le règlement du PPRT, les services de l'État ont invité le Conseil général des Côtes d'Armor à rechercher des solutions visant à :

- l'absence de doublement de la RD 700 en zone r (effets nuage de gaz sans protection possible).

- la réalisation de protection (écran type merlon) (effets : thermique par rayonnement du nuage de gaz et thermique transitoire retardé (BLEVE) et surpression) en zone B

Des guides de vulnérabilité des infrastructures (« protection des infrastructures de transport ») existent afin d'aider les porteurs de projet d'aménagement à faire les choix de protections techniques appropriées

Ces objectifs méritent d'être croisés avec les contraintes technico-économiques rencontrées par le Conseil général et constituent une cible importante permettant d'éviter une augmentation de l'exposition des personnes.

Compte tenu des délais, les services de l'État et le Conseil général poursuivront ultérieurement les rencontres sur ce sujet.

Par ailleurs, plusieurs des observations soulevées lors de l'enquête publique avaient déjà été abordées lors des réunions des personnes et organismes associés. Elles ont été prises en compte dans la mesure du possible par les services instructeurs lors de la phase de stratégie. Il est également à souligner que les propriétaires des habitations destinés à l'expropriation ou au délaissement ne les ont pas contestées,

mais demandent que ces opérations interviennent rapidement.

Aucune modification du zonage réglementaire n'a été proposée par rapport à la version soumise à enquête publique.

Aucune modification du règlement n'a été proposée,

hormis :

- la mention de la 2<sup>ème</sup> commune (L'Hermitage-Lorge) concernée par le PPRT
- quelques modifications de forme, essentiellement dans un but de justification des termes employés, qui n'apportent pas de contraintes supplémentaires,
- l'introduction des dispositions issues de la loi DDADUE du 16 juillet 2013
  - limitation à 6 ans du droit de délaissement
  - introduction de nouveaux plafonds fixés pour la définition du montant des travaux obligatoires (plafond de 10 % de la valeur vénale du bâtiment conservé, mais nouvelles limites fixées selon la nature du propriétaire : 20 000€ pour un particulier, 5 % du CA pour une entreprise, 1 % du budget pour une personne morale de droit public. Le premier des deux termes atteint fixe le plafond des travaux obligatoires)
- la prise en compte de la circulation -restreinte- du train touristique,
- une précision complémentaire en zone B sur les aménagements d'infrastructures routières, en cohérence avec l'équivalent en zone r.

Dans ces conditions, compte tenu de l'avis favorable émis par le Commissaire Enquêteur, il est proposé à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor d'approuver le PPRT.



## LEXIQUE

**Accident Majeur** : Un accident majeur est un événement non désiré tel qu'une émission de substances toxiques, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement, entraînant pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, des conséquences graves, immédiates ou différées, et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou préparations dangereuses. L'accident majeur est donc un phénomène dangereux entraînant des conséquences sur les tiers (personnes extérieures au site).

**Aléa** : C'est la probabilité qu'un phénomène dangereux produise en un point donné des effets d'une intensité donnée, au cours d'une période déterminée. Par exemple, la probabilité qu'un dépôt de 60 tonnes d'explosifs explose en provoquant une zone de surpression de 20 mbar à 1 723 m, constitue un aléa.

**BLEVE** : acronyme de Boiling Liquid Expanding Vapour Cloud Explosion. Il s'agit de la vaporisation violente à caractère explosif consécutive à la rupture d'un réservoir contenant un liquide à une température significativement supérieure à sa température d'ébullition à la pression atmosphérique.

**Cinétique** : C'est la vitesse d'enchaînement des événements constituant une séquence accidentelle, de l'événement initiateur aux conséquences sur les éléments vulnérables.

**Danger** : cette notion définit une propriété intrinsèque à une substance (inflammabilité du gaz de pétrole liquéfié par exemple), à un système technique (dispositif de mise sous pression d'un gaz pour le stocker), à une disposition (élévation d'une charge), à un organisme (microbes), etc, de nature à entraîner un dommage sur un « élément vulnérable » (sont ainsi rattachées à la notion de « danger » les notions d'inflammabilité ou d'explosivité, de toxicité, de caractère infectieux, etc. inhérentes à un produit et celle d'énergie disponible (pneumatique ou potentielle) qui caractérisent le danger).

**Effets d'un phénomène dangereux** : Il y a trois types d'effets possibles pour un phénomène dangereux : toxique (lié à un dégagement de gaz ou de fumées toxiques), thermique (dû à un incendie), surpression (suite à une explosion). Ils sont mesurés selon quatre niveaux d'intensité croissante : indirects, irréversibles, létaux et létaux significatifs.

**Enjeux** : Ce sont les personnes, biens, activités, éléments du patrimoine culturel ou environnemental, susceptibles d'être affectés ou endommagés par un aléa. Ils sont liés à l'occupation du territoire et à son fonctionnement.

**Flash Fire** : Ce sont les effets thermiques associés à l'UVCE.

**Gravité :** On distingue l'intensité des effets d'un phénomène dangereux de la gravité des conséquences découlant de l'exposition de cibles de vulnérabilités données à ces effets. La gravité des conséquences potentielles prévisibles sur les personnes, prises parmi les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées.

**Intensité des effets d'un phénomène dangereux :** mesure physique de l'intensité du phénomène (thermique, toxique, surpression, projections). Les échelles d'évaluation de l'intensité se réfèrent à des seuils d'effets moyens conventionnels sur des types d'éléments vulnérables (ou cibles) tels que « homme », « structure ». Elles sont définies, pour les installations classées, dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. L'intensité ne tient pas compte de l'existence ou non de cibles exposées. Elle est cartographiée sous la forme de zones d'effets pour les différents seuils.

**Périmètre d'exposition aux risques :** périmètre réglementé par le PPRT lorsqu'il est approuvé.

**Périmètre d'étude :** courbe enveloppe des zones soumises à des effets liés à certains phénomènes dangereux dans laquelle est menée la démarche PPRT .

**Phénomène dangereux :** Correspond à la libération de tout ou partie d'un potentiel de danger, produisant des effets, susceptibles d'infliger un dommage à des enjeux vulnérables (personnes, bâtiments...), sans préjuger de l'existence de ces derniers. Par exemple, l'inflammation d'une fuite de gaz produisant une zone d'effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> à 75 m, constitue un phénomène dangereux.

**Potentiel de danger :** (ou « source de danger » ou « élément porteur de danger ») : Système d'une installation ou disposition adoptée par un exploitant qui comporte un (ou plusieurs) danger(s) il est donc susceptible de causer des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement. Par exemple, la sphère de stockage de propane est porteur du danger lié à l'inflammabilité du produit contenu.

**Risque Technologique :** C'est la combinaison de l'aléa et de la vulnérabilité des enjeux. Le risque peut être décomposé selon les différentes combinaisons de ses trois composantes que sont l'intensité, la vulnérabilité et la probabilité.

**Stratégie du PPRT :** l'objectif de la stratégie du PPRT est de conduire, avec les POA, à la mise en forme partagée des principes de zonage et à l'identification des alternatives et solutions possibles en matière de maîtrise de l'urbanisation.

**Source d'ignition :** source (étincelle, flamme nue, ...) d'allumage d'un nuage inflammable ou d'un nuage explosible.

**UVCE :** acronyme de Unconfined Vapour Cloud Explosion. Il s'agit d'une explosion de gaz à l'air libre générant des effets thermiques et de surpression.



**Vulnérabilité :** La vulnérabilité est la sensibilité plus ou moins forte d'un enjeu à un aléa donné. Par exemple, on distinguera des zones d'habitat de zones de terres agricoles, les premières étant plus sensibles que les secondes à un aléa d'explosion en raison de la présence de constructions et de personnes.

## ABRÉVIATIONS

AS	: Autorisation avec Servitudes
BLEVE	: Boiling Liquid Expanding Vapour Explosion ou Vaporisation explosive d'un liquide porté à ébullition
CLIC	: Comité Local d'Information et de Concertation
CSS	: Commission de Suivi de Site
DICRIM	: Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs
DDTM	: Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Côtes d'Armor
DDRM	: Dossier Départemental des Risques Majeurs
DREAL	: Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bretagne
GPL	: Gaz de Pétrole Liquéfié
INERIS	: Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques
PLU/POS	: Plan Local d'Urbanisme/Plan d'Occupation des Sols
PCS	: Plan Communal de Sauvegarde
POA	: Personnes et Organismes Associés
POI	: Plan d'Opération Interne
PPI	: Plan Particulier d'Intervention
PPRT	: Plan de Prévention des Risques Technologiques
RD	: Route Départementale
SGS	: Système de Gestion de la Sécurité
UVCE	: Unconfined Vapour Cloud Explosion ou Explosion d'un nuage de gaz à l'air libre



## Textes de référence

- Loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages
- Code de l'environnement notamment ses articles L.515-15 à 515-25 et R.515-39 à 515-50
- Code de l'urbanisme notamment ses articles L.460-1 et L.480-1 à 480-12
- Arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
- Circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT)
- Guide méthodologique pour l'élaboration des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) – Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables
- Éléments de précision sur les stratégies de la réduction de la vulnérabilité du bâti dans l'élaboration des PPRT du 22 décembre 2008
- Guide des pratiques d'association et de concertation dans le cadre des PPRT – juin 2010
- Cahier technique de la vulnérabilité du bâti aux effets thermiques transitoires du 28 mai 2009
- Cahier technique de la vulnérabilité du bâti aux effets de surpression du 28 novembre 2008
- Guide de rédaction de la convention de financement des mesures foncières – Septembre 2009
- Guide de rédaction de la convention d'aménagement et de gestion des terrains ayant fait l'objet de mesures foncières – Septembre 2009

## ANNEXES

- [ ANNEXE 1 ] Copie des arrêtés préfectoraux applicables à la société TOTALGAZ à la date d'approbation du PPRT : arrêtés préfectoraux des 5 août 2009 et 4 août 2010
- [ ANNEXE 2 ] Copie de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux stockages contenant plus de 50 tonnes de gaz inflammables liquéfiés relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 1412
- [ ANNEXE 3 ] Arrêté préfectoral du 14 novembre 2011 renouvelant le CLIC
- [ ANNEXE 4 ] Arrêté préfectoral de prescription du 29 mai 2008 et arrêtés préfectoraux prorogeant le délai d'approbation du PPRT
- [ ANNEXE 5 ] Comptes-rendus des réunions des POA
- [ ANNEXE 6 ] Synthèse de l'étude de vulnérabilité
- [ ANNEXE 7 ] Coût du PPRT
- [ ANNEXE 8 ] Bilan de la concertation
- [ ANNEXE 9 ] Réponse des POA et des collègues du CLIC
- [ ANNEXE 10 ] Compte-rendu de la réunion de CLIC du 14 mai 2013
- [ ANNEXE 11 ] Rapport et avis du commissaire-enquêteur
- [ ANNEXE 12 ] Courriers échangés sur la circulation du train touristique

## CARTES

- [ CARTE 1 ] Extrait du POS de Saint-Hervé et du PLU de L'Hermitage-Lorge
- [ CARTE 2 ] Cartographie des aléas et des enjeux
- [ CARTE 3 ] Zonage brut
- [ CARTE 4 ] Zonage réglementaire